

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Organisation
mondiale de la Santé

F

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie - Tél: (+39) 06 57051 - Courrier électronique: codex@fao.org - www.codexalimentarius.org

REP26/FL

PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

Quarante-neuvième session

CICG, Genève (Suisse)

6 -10 juillet 2026

RAPPORT DE LA QUARANTE-NEUVIÈME SESSION DU COMITÉ DU CODEX SUR L'ÉTIQUETAGE DES DENRÉES ALIMENTAIRES

Ottawa (Canada)

11 - 15 mai 2026

TABLE DES MATIÈRES

Résumé et état d'avancement des travaux	page iii
Liste des abréviations	page v
Rapport de la quarante-neuvième session du Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires	page 1
	Paragraphe
Introduction	1
Ouverture de la session	2 - 4
Adoption de l'ordre du jour (point 1 de l'ordre du jour)	5
Questions soumises par la Commission du Codex Alimentarius et ses organes subsidiaires (point 2 de l'ordre du jour)	6 - 7
○ L'utilisation du « pays de récolte » en complément de la déclaration obligatoire du pays d'origine dans l'étiquetage alimentaire des épices (point 2.1 de l'ordre du jour)	8 - 25
○ Examen des options proposées pour les dispositions pour le point 8.2 Pays d'origine et pays de récolte dans la norme sur le safran (CXS 351-2022) (point 2.1 de l'ordre du jour)	26 - 34
○ Conclusions	26 - 34
Questions d'intérêt émanant de la FAO et de l'OMS (point 3 de l'ordre du jour)	36 - 44
Examen des dispositions relatives à l'étiquetage figurant dans les projets de normes Codex (confirmation) (point 4 de l'ordre du jour)	45 - 62
Annexe de la <i>Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées</i> (CXS 1-1985) : Directives sur l'étiquetage de précaution relatif à la présence d'allergènes (point 5 de l'ordre du jour)	63 - 92
Modifications apportées à la <i>Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées</i> (CXS 1-1985): Dispositions relatives aux aliments présentés en emballages groupés y compris présentation commune (point 6 de l'ordre du jour)	93 - 115
Directives sur l'application des dispositions d'étiquetage des denrées alimentaires dans des situations d'urgence (point 7 de l'ordre du jour)	116 - 139
Travaux futurs et questions nouvelles (point 8 de l'ordre du jour)	140 - 170
Autres questions (point 9 de l'ordre du jour)	171
Date et lieu de la prochaine session (point 10 de l'ordre du jour)	172

ANNEXES

Annexe I : Liste des participants	page 24
Annexe II : Les conclusions du CCFL, à sa 49 ^e session sur l'utilisation du « pays de récolte » en complément de la déclaration obligatoire du pays d'origine dans l'étiquetage alimentaire des épices	page 37
Annexe III : Annexe de la <i>Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées</i> (CXS 1-1985): Directives sur l'étiquetage de précaution relatif à la présence d'allergènes (Pour adoption à l'étape 8)	page 39
Annexe IV : Modifications apportées à la <i>Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées</i> (CXS 1-1985): Dispositions relatives aux aliments présentés en emballages groupés y compris présentation commune (Pour adoption à l'étape 5/8)	page 42
Annexe V : Directives sur l'application des dispositions d'étiquetage des denrées alimentaires dans des situations d'urgence (Pour adoption à l'étape 5/8)	page 43

RÉSUMÉ ET ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX

Partie responsable	Objectif	Texte/sujet	N° d'article	Étape	Para.
CCEXEC90 CAC49	Examen critique/ adoption	Annexe de la <i>Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées</i> (CXS 1-1985): Directives sur l'étiquetage de précaution relatif à la présence d'allergènes	N10-2019	8	91i Annexe III
		Modifications apportées à la <i>Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées</i> (CXS 1-1985) : Dispositions relatives aux aliments présentés en emballages groupés y compris présentation commune	N06-2023	5/8	115 Annexe I V
		Directives sur l'application des dispositions d'étiquetage des denrées alimentaires dans des situations d'urgence	N20-2024	5/8	139 Annexe V
CCEXEC87 CAC47 CCSCH	Information/ action	Conclusions sur l'utilisation du « pays de récolte » et la déclaration obligatoire du pays d'origine dans l'étiquetage alimentaire des épices			35
CCASIA CCFA CCFFV CCFO CCNE CCSCH	Information	Décisions de confirmation/recommandation du CCFL			62 (i et ii)
CCSCH	Information	Toute disposition obligatoire dans les normes de produits doit être alignée sur la NGÉDAP, et toute exemption doit être claire et pleinement justifiée.			62 (v)
Tous les comités concernés	Information	Examiner attentivement l'application des dispositions de la NGÉDAP relatives à la dénomination de la denrée alimentaire et les intégrer le cas échéant.			62 (iv)
		Noter l'achèvement des travaux sur les Directives sur l'application des dispositions d'étiquetage des denrées alimentaires dans des situations d'urgence			139 (ii)
CCFH/ CCNFSDU	Information/ action	Achèvement des directives sur l'ÉPA, envisager de nouveaux travaux pour assurer la cohérence entre l'ÉPA et i) CXS 80-2020 (CCFH) et ii) CXS 118-1979 (CCNFSDU).			91 (ii et iii)
FAO/OMS/ Secrétariat du Codex	Action	<ul style="list-style-type: none"> - Activités de formation et de renforcement des capacités sur la mise en œuvre de l'ÉPA dans les pays - Mettre à la disposition des membres des outils numériques d'analyse des risques liés aux allergènes 			92
Nouvelle-Zélande, Australie CCFL49	Rédaction/ discussion	Élaborer un document de travail sur le plan stratégique prospectif pour le CCFL, y compris les travaux futurs et l'orientation du CCFL			152
Panama	Rédaction	Mettre à jour le document de travail et le document de projet sur la définition des petits emballages			170
Secrétariat du Codex	Action	Émettre une lettre circulaire demandant des propositions pour de nouveaux travaux; mettre à jour les normes; commentaires sur les enjeux émergents dans le document de projet sur les petits emballages			152 (iii) et 170 (ii)

Partie responsable	Objectif	Texte/sujet	N° d'article	Étape	Para.
		<div><div>i. propositions de nouveaux travaux; mise à jour des normes; questions nouvelles</div><div>ii. Remarques sur le document de projet concernant les petits emballages</div></div>			

LISTE DES ABRÉVIATIONS

CAC	Commission du Codex Alimentarius
CCAFRICA	Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique
CCASIA	Comité FAO/OMS de coordination pour l'Asie
CCEXEC	Comité exécutif de la Commission du Codex Alimentarius
CCEURO	Comité FAO/OMS de coordination pour l'Europe
CCFA	Comité du Codex sur les additifs alimentaires
CCFFV	Comité du Codex sur les fruits et légumes frais
CCFH	Comité du Codex sur l'hygiène alimentaire
CCFL	Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires
CCFO	Comité du Codex sur les graisses et les huiles
CCLAC	Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CCMAS	Comité du Codex sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage
CCNASWP	Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique du Nord et le Pacifique du Sud-Ouest
CCNE	Comité FAO/OMS de coordination pour le Proche-Orient
CCNFSDU	Comité du Codex sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime
CCSCH	Comité du Codex sur les épices et les herbes culinaires
ACIA	Agence canadienne d'inspection des aliments
COH	Pays de récolte
COO	Pays d'origine
CL	Lettre circulaire
DSC	Document de la salle de conférence
CXC	Code d'usages du Codex
CXG	Directive du Codex
CXS	Norme du Codex
UE	Union européenne
GTÉ	Groupe de travail électronique
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
ESA	Exploitant du secteur alimentaire
GIFNA	Base de données mondiale sur la mise en œuvre des actions en matière d'alimentation et de nutrition
NGÉDAP	Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées (CXS 1-1985)
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
IgE	Immunoglobuline E
ISO	Organisation internationale de normalisation.
GTES	Groupe de travail en session
VAN	Valeurs de l'apport nutritionnel
OIV	Organisation internationale de la vigne et du vin
ÉPA	Étiquetage préventif des allergènes
GTP	Groupe de travail physique
DdR	Dose de référence
EHC	Épices et herbes culinaires
SOCO	Situation des marchés de produits agricoles
OTC	Obstacles techniques au commerce
PIA	Présence involontaire d'allergènes
ONU	Organisation des Nations Unies
AUT	Aliments ultra-transformés
GT	Groupe de travail
GTV	Groupe de travail virtuel

Oms	Organisation mondiale de la Santé
OMC	Organisation mondiale du commerce

INTRODUCTION

1. Le Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires (CCFL) a tenu sa quarante-neuvième session à Ottawa, au Canada, du 11 au 15 mai 2026, à l'aimable invitation du gouvernement du Canada. La session était présidée par Dr Parthi Muthukumarasamy, directeur général de la Direction de la politique internationale et du commerce de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA). Elle a réuni des délégués de 69 pays membres et d'une organisation membre, ainsi que de 29 organisations observatrices. La liste des participants figure à l'Annexe I.

OUVERTURE

2. D^{re} Celia Lourenco, sous-ministre adjointe associée de la Direction générale des produits de santé et des aliments de Health Canada au sein du gouvernement du Canada, a déclaré la session ouverte en souhaitant la bienvenue aux délégués au CCFL, à sa 49^e session à Ottawa et en soulignant l'importance du Codex dans la promotion de la confiance grâce à des normes d'étiquetage des aliments fondées sur des données scientifiques, afin de protéger les consommateurs contre les pratiques trompeuses, d'assurer la protection de la santé publique et de faciliter le commerce. Le rôle des normes du Codex dans le renforcement de la sécurité alimentaire et de la résilience des chaînes d'approvisionnement a également été mis en évidence. Les progrès réalisés par le Comité en matière d'étiquetage des allergènes ont été salués, et la poursuite des travaux dans ce domaine a été encouragée afin d'améliorer la sécurité des consommateurs et de favoriser des choix éclairés. Le Comité a en outre été encouragé à traiter les nouvelles questions d'étiquetage au moyen d'approches collaboratives et fondées sur la science, dans le but d'assurer des aliments sûrs pour tous.
3. Le président de la Commission du Codex Alimentarius (CAC), Allan Azegele (Kenya), ainsi que la secrétaire du Codex, Dr Sarah Cahill, se sont également adressés à la réunion.

Division des compétences¹

4. Le CCFL, à sa 49^e session, a pris note de la division des compétences entre l'Union européenne (UE) et ses États membres, conformément au paragraphe 5 de l'article II du Règlement intérieur de la Commission du Codex Alimentarius.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (point 1 de l'ordre du jour)²

5. Le CCFL, à sa 49^e session a adopté l'ordre du jour provisoire comme ordre du jour de la session.

QUESTIONS SOUMISES PAR LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS ET SES ORGANES SUBSIDIAIRES (Point 2 à l'ordre du jour)³

6. Le CCFL, à sa 49^e session a pris note des questions soulevées par la Commission du Codex Alimentarius (ci-après «la Commission»), le Comité exécutif de la Commission du Codex Alimentarius (CCEXEC) et d'autres organes subsidiaires du Codex qui étaient présentées à titre informatif uniquement, ainsi que du fait que certaines de ces questions étaient pertinentes pour d'autres points de l'ordre du jour.
7. Le CCFL, à sa 49^e session:
 - i. prenant note de la disponibilité du manuel du groupe de travail électronique (GTE) en six langues, a encouragé les membres à utiliser ce guide et les membres expérimentés à mettre en place des mécanismes de mentorat afin d'aider davantage de membres à assumer des rôles de direction au sein des groupes de travail du CCFL;
 - ii. est convenue d'examiner les questions relatives à l'utilisation du terme «pays de récolte» (COH) dans l'étiquetage des épices et des herbes culinaires (ÉHC) au titre du point 2.1 de l'ordre du jour, ainsi que la réponse de la 45^e session du Comité du Codex sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage (CCMAS45) concernant les méthodes d'analyse appropriées pour appuyer l'étiquetage de précaution des allergènes au titre du Point 5 à l'ordre du jour.

¹ Division des compétences entre l'Union européenne et ses États membres (CRD1).

² CX/FL 26/49/1; CRD07 (Burundi, Rwanda, République-Unie de Tanzanie)

³ CX/FL 26/49/2; CX/FL 26/49/2 Add.2; CRD08 (Burundi, Kenya, Rwanda, République-Unie de Tanzanie); CRD10 (AOECS); CRD24 (Burundi, Communauté de l'Afrique de l'Est, République démocratique du Congo, Kenya, Rwanda, Soudan du Sud, Ouganda, République-Unie de Tanzanie).

L'UTILISATION DE LA «PAYS DE RÉCOLTE» EN PLUS DE LA DÉCLARATION OBLIGATOIRE DU PAYS D'ORIGINE DANS L'ÉTIQUETAGE ALIMENTAIRE DES ÉPICES (Point 2.1 à l'ordre du jour)⁴

8. Le Secrétariat du Codex a présenté ce point, a retracé l'historique des discussions et a rappelé que le CCFL48 n'avait pas pu parvenir à un consensus concernant l'approbation du caractère obligatoire de la section 8.3.2 — «Le pays de récolte doit être déclaré», dans la *Norme pour les parties florales séchées — safran séché* (CXS 351-2022), et avait donc renvoyé la question au CCEXEC87 et à la Commission, à sa 47^e session pour examen.
9. Il a été souligné que la Commission, à sa 47^e session, avait convenu: a) d'utiliser une Lettre circulaire (CL) afin de rechercher des solutions potentielles concernant l'utilisation du pays de récolte (COH) dans l'étiquetage alimentaire des épices; b) d'établir un groupe de travail électronique (GTE) présidé conjointement par l'Iran et le Canada et coprésidé par l'Inde et Madagascar, pour examiner les renseignements recueillis à partir des commentaires reçus en réponse à la CL ainsi que les discussions tenues au Comité du Codex sur les épices et les herbes culinaires (CCSCH), au CCFL et à la Commission, à sa 47^e session, et de proposer des options possibles. Les commentaires soumis en réponse à la CL 2025-07 ont été transmis à la présidence d GTE ainsi qu'au CCSCH pour examen, conformément aux instructions de la la Commission.
10. Le Secrétariat du Codex a également présenté deux recommandations soumises par le CCSCH8 (2025) au CCFL, à sa 49^e session pour examen: i) clarifier la section 4.5.2 de la *Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (NGEDAP) en ce qui concerne l'expression «changement dans la nature de l'aliment»; ii) fournir des directives supplémentaires en définissant le pays d'origine (COO) et le COH.
11. Le Canada, au nom des coprésidents du GTE (Canada et Iran) et des coprésidents (Inde et Madagascar), a présenté les résultats des travaux du groupe de travail, indiquant que le GTE avait convenu que l'étiquetage précis du COO était important pour la transparence, l'information des consommateurs et la prévention des fraudes. Le GTE a cerné les principaux problèmes d'étiquetage comme étant l'application et l'interprétation incohérentes des dispositions existantes en matière d'origine, l'étiquetage des mélanges d'épices et l'intérêt de certains Membres pour l'étiquetage de l'origine à des fins promotionnelles ou de marketing.
12. Le GTE a présenté neuf conclusions concernant les dispositions du Codex relatives à l'étiquetage de l'origine des épices et des herbes culinaires, lesquelles ont également été diffusées pour commentaires par le biais d'une lettre circulaire. Selon les commentaires reçus, les conclusions ont bénéficié d'un large soutien en tant que base d'orientations horizontales en matière d'étiquetage à utiliser par le CCSCH lors de l'examen futur de l'étiquetage de l'origine, ainsi que pour la finalisation de la disposition relative à l'étiquetage du COH dans la norme pour le safran séché (CXS 351-2022). Un appui général s'est également manifesté en faveur d'un atelier ou d'une séance parallèle au CCSCH afin d'améliorer la compréhension des dispositions relatives à l'étiquetage horizontal.
13. Le président du CCFL a exprimé sa reconnaissance pour les travaux du GTE et a renvoyé au CCFL, à sa 49^e session, à la proposition qu'il avait formulée dans le document CRD05, contenant des conclusions révisées fondées sur les commentaires écrits reçus ainsi que des options proposées du président du CCFL sur la manière de traiter les dispositions relatives au COO et au COH dans la norme sur le safran.
14. Le CCFL, à sa 49^e session, est convenu d'utiliser la proposition du président figurant dans le CRD05 comme base des discussions.

Discussions

Examen des neuf conclusions révisées du GTE (CRD05)

15. Le CCFL, à sa 49^e session, a approuvé l'ensemble des neuf conclusions, qui serviront de principes directeurs pour appuyer le CCSCH dans la détermination des dispositions d'étiquetage spécifiques aux produits liées à l'origine, sous réserve des précisions et modifications suivantes:

Conclusion 3 - Interprétation de la «modification de la nature de l'aliment» selon CXS 1 1985

16. Un membre a observé que, bien qu'il y ait eu accord sur le fait que le COO et le COH étaient identiques dans le cas du safran, fournir d'exemples concernant le traitement qui entraîne des changements physiques où la nature du produit ne change pas (par exemple, la coupe ou le broyage) permettrait de clarifier davantage la conclusion, notant que le safran présenté sous forme de filaments coupés ou de poudre demeure le même produit car ils sont considérés comme conformes au style défini à la section 2.2 de la norme CXS-351 et ne devrait pas affecter l'étiquetage de l'origine.

⁴ CX/FL 26/49/2 Add.1; CRD04 (Commentaires en réponse à la Lettre circulaire 2026/28-FL); CRD05 (Proposition du président du CCFL); CRD09 (Burundi, El Salvador, Kenya, Nigéria, République de Corée, Sénégal, Thaïlande, République-Unie de Tanzanie et Zambie); CRD19 (Maroc); CRD20 (Mexique); CRD21 (Équateur); CRD24 (Équateur); CRD26 (Ghana); CRD27 (Panama); CRD28 (Iran); CRD29 (Australie, Canada, îles Cook, Nouvelle-Zélande, Tonga et Vanuatu); CRD37 (Jamaïque)

17. La Présidence du GTE a expliqué que la conclusion reflétait le consensus atteint lors des discussions du GTE et que l'introduction de nouveaux exemples à ce stade, qui n'avaient pas été pleinement examinés par le groupe, pourrait compliquer l'obtention d'un accord.
18. La Présidence du CCFL a précisé que ces détails techniques devraient être traités par le comité de produits, celui-ci disposant des compétences et de l'expertise nécessaires pour déterminer les processus.

Conclusion 5 — Détermination du COO lorsque le COH diffère

19. Le CCFL, à sa 49^e session, est convenu de supprimer l'exemple du « mélange d'épices pour paella » de la conclusion, car celui-ci pouvait créer une confusion quant à savoir si le mélange modifiait la nature de l'aliment et n'était pas directement pertinent pour la discussion sur des épices uniques comme le safran. Il a été convenu que seuls des exemples clairs et techniquement pertinents devaient être conservés dans le texte.
20. Des préoccupations ont également été exprimées concernant le remplacement proposé du terme « épices ou herbes culinaires » par « denrée alimentaire », certains ayant souligné que le terme « denrée alimentaire » était plus large et que son utilisation pourrait étendre la portée de cette conclusion au-delà de son objectif.
21. En conséquence, le CCFL, à sa 49^e session, a accepté de conserver la référence plus spécifique aux « épices et herbes culinaires » afin de maintenir la clarté et d'éviter toute impression d'élargissement de l'applicabilité de la disposition.

Conclusion 7 — Déclaration de pays d'origine multiples pour les mélanges d'épices

22. Il a été suggéré de modifier ou de supprimer un exemple spécifique concernant les mélanges de safran, étant donné que le mélange de safran de différentes origines n'est pas autorisé dans certaines administrations. Le CCFL, à sa 49^e session, est convenu de supprimer l'exemple et de maintenir l'applicabilité générale de la conclusion. Un membre a confirmé que les dispositions générales actuelles du Codex relatives à l'étiquetage des denrées alimentaires fournissaient des directives suffisantes concernant l'étiquetage des mélanges d'une même épice provenant de différents pays, et qu'aucun travail supplémentaire n'était nécessaire. La Présidence a précisé qu'aucune proposition de nouveaux travaux sur les mélanges n'avait été soumise.

Conclusion 9 — Champ d'application des dispositions du Codex en matière d'étiquetage et du mandat du CCFL

23. Le CCFL, à sa 49^e session, a pris note des divergences des points de vue, notamment en ce qui concerne la caractérisation de la promotion dans la conclusion et la question de savoir si elle devrait être maintenue. Si des membres de la délégation ont estimé que la conclusion n'était pas nécessaire et devait être supprimée du document, d'autres ont considéré qu'elle fournissait des renseignements contextuels importants concernant l'objectif des textes du Codex par rapport à d'autres mécanismes susceptibles de couvrir l'étiquetage volontaire.
24. À l'issue d'une brève discussion, le CCFL, à sa 49^e session, est convenu de maintenir la conclusion, mais de la recentrer sur les trois grands domaines suivants: i) les dispositions du Codex en matière d'étiquetage portent sur la santé, la sécurité et les pratiques loyales dans le commerce; ii) la promotion des produits fondée sur l'origine peut se faire au moyen de mentions ou d'allégations volontaires d'étiquetage; iii) d'autres mécanismes en dehors du Codex pourrait être envisagé afin de soutenir la promotion des produits (par exemple, les indications géographiques). Un membre se dit préoccupé par l'inclusion des indications géographiques à titre d'exemple, notant que d'autres exemples dans les conclusions ont été supprimés et que celui-ci devrait l'être également. Toutefois, le Comité a décidé de conserver l'exemple.
25. Le CCFL, à sa 49^e session, a approuvé la recommandation telle que révisée, en notant l'esprit de compromis ayant permis de parvenir à un consensus.

Examen des options proposées pour les dispositions au titre de la Section 8.2 « Pays d'origine et pays de récolte » dans la Norme sur le safran (CXS 351-2022)

26. Le Président du CCFL a noté que la norme pour le safran mentionne actuellement le point 8.2 comme étant « à élaborer » et qu'il en sera ainsi jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée. De plus, le président du CCFL a indiqué que le CCFL, à sa 49^e session, était parvenu à un consensus établissant que, pour le safran séché, le COO et le COH sont identiques. En conséquence, le CCFL, à sa 49^e session a examiné la manière d'intégrer ce principe dans les dispositions d'étiquetage de la norme relative au safran. Trois options décrites dans le document de séance CRD05 (page 2) ont été soumises à l'examen du CCFL, à sa 49^e session. Les membres ont été encouragés à se concentrer sur la formulation de cet accord, plutôt que de revenir sur les aspects conceptuels, qui avaient déjà fait l'objet d'un accord.
27. Le CCFL, à sa 49^e session, a examiné chacune des trois options dans CRD05 et a pris note des avis suivants exprimés sur chacune d'entre elles:

Option I

28. Les délégations favorables à l'option I ont estimé qu'elle était cohérente avec les conclusions du GTE et qu'elle mettait clairement l'accent sur la déclaration obligatoire du COO, tout en laissant une certaine souplesse pour l'indication du COH.

Option II

29. Les délégations favorables à l'option II ont indiqué que, bien que le COO et le COH soient identiques dans le contexte du safran, il s'agissait néanmoins de concepts distincts devant être représentés dans les exigences d'étiquetage, et que cette option permettrait une transparence maximale ainsi qu'une meilleure information des consommateurs, en particulier compte tenu de la grande valeur du safran et de l'importance de ses attributs géographiques. Certains membres n'ont pas soutenu cette option, rappelant que l'examen antérieur d'une telle approche avait entravé les progrès dans l'accord sur ces dispositions d'étiquetage.

Option III

30. De nombreuses délégations ont exprimé leur soutien à l'option III, reconnaissant son approche équilibrée consistant à maintenir la déclaration obligatoire du COO tout en reconnaissant qu'il est identique au COH; cette option permettait de concilier efficacement les exigences d'information des consommateurs avec une certaine flexibilité opérationnelle, réduisant ainsi les charges excessives ou d'éventuels problèmes commerciaux.
31. La Présidence du CCFL a résumé la discussion en notant qu'il existait un accord général sur les objectifs de l'étiquetage du COO et du COH, mais que la difficulté persistait dans la formulation des dispositions et a proposé de recentrer la discussion afin de faciliter une convergence vers une solution de compromis. Il a été observé que, bien qu'il y ait un appui pour les trois options, les délégations favorables à l'option I avaient indiqué qu'elles pouvaient également accepter les options II ou III. La présidence a donc proposé de se concentrer sur les options II et III et a invité le Comité à proposer des révisions textuelles concrètes, en vue d'identifier un compromis entre ces deux options.
32. Lors des discussions qui ont suivi, le CCFL, à sa 49^e session, est parvenu à un consensus sur l'option III, selon laquelle le pays d'origine doit être déclaré, tandis que la région de récolte et l'année de récolte peuvent être indiquées de manière facultative, et que la note de bas de page correspondante devrait préciser que, « *pour la présente norme, le pays d'origine est le même que le pays de récolte* », afin d'assurer la cohérence avec les conclusions convenues et d'éviter les doublons. Bien qu'il ait été proposé d'inclure également le COH à titre facultatif dans la section 8.2.2, il a été convenu que cela serait source de confusion et contradictoire avec la note de bas de page de la disposition 8.2.1.
33. Le projet de dispositions final convenu dans la *Norme pour les parties florales séchées — Safran* (CXS 351-2022) se lit comme suit:

8.2 Pays d'origine et pays de récolte

- a) 8.2.1 Le pays d'origine doit être indiqué*.
- b) 8.2.2 Région de récolte et année de récolte (facultatif).

*Note de bas de page: pour cette norme, le pays d'origine est le même que le pays de récolte.

34. Dans l'ensemble, le président de CCFL a souligné que le CCFL, à sa 49^e session, était parvenu à un consensus sur des directives pratiques, une solution d'étiquetage pour 8.2 Pays d'origine et pays de récolte pour la norme sur le safran, et une voie pour améliorer la coordination entre les comités.

Conclusion

35. Le CCFL, à sa 49^e session est convenu:
- i. D'informer la Commission des résultats des discussions et recommander à la Commission de partager les neuf conclusions, approuvées par le CCFL, à sa 49^e session, avec le Comité du Codex sur les épices et les herbes culinaires (CCSCH), afin que le CCSCH les utilise comme principes directeurs lorsqu'il déterminera les dispositions d'étiquetage relatives à l'origine pour les produits des épices et des herbes culinaires (ÉHC) (Annexe II, Partie A).
 - ii. D'informer le CCSCH que toute demande d'approbation par la CCFL concernant des dispositions d'étiquetage obligatoire incompatibles avec la *Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (NGEDAP) doit être claire et pleinement justifiée.
 - iii. De recommander que le Secrétariat du Codex envisage l'organisation d'un atelier ou d'un événement parallèle à l'intention du CCSCH, afin de renforcer la cohérence et l'harmonisation dans l'application des textes du CCFL en matière d'étiquetage, et de contribuer ainsi à améliorer l'efficacité du processus d'approbation.

- iv. De transmettre le projet final convenu de dispositions d'étiquetage pour les points 8.2 (COO et COH) de la norme sur le safran, pour examen par la Commission, en vue de traiter les dispositions en suspens relatives au COO et au COH dans la *Norme pour les parties florales séchées – safran* (CXS 351-2022) (Annexe II, Partie B).

QUESTIONS D'INTÉRÊT ÉMANANT DE LA FAO ET DE L'OMS (Point 3 de l'ordre du jour)⁵

- 36. La Représentation de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a informé de la publication des rapports de synthèse des deux consultations conjointes d'experts FAO/Organisation Mondiale de la Santé (OMS) sur l'évaluation des risques liés aux allergènes alimentaires. Les principales recommandations de la consultation des spécialistes sur les directives relatives à l'évaluation des risques ont souligné que les allergènes alimentaires différaient des autres dangers alimentaires et que l'évaluation des risques liés aux allergènes était à la fois courante et facilement réalisable au moyen d'approches qualitatives ou quantitatives. La consultation des spécialistes sur le gluten a recommandé une dose de référence fondée sur les risques de 4 mg pour le gluten.
- 37. La Représentation de la FAO a également présenté les résultats d'un atelier FAO/OMS tenu en marge du Comité FAO/OMS de coordination sur l'Asie (CCASIA), en notant qu'il avait contribué au partage des connaissances, à l'échange d'expériences et au renforcement de la sécurité sanitaire des aliments, et que le rapport de l'atelier avait déjà été publié.
- 38. La Représentation de la FAO a rendu compte des autres activités conjointes de la FAO/OMS suivantes:
 - a. La prolongation de la Décennie d'action des Nations Unies (UN) pour la nutrition jusqu'en 2030 afin de l'harmoniser avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et avec les objectifs mondiaux de nutrition de l'Assemblée mondiale de la Santé.
 - b. Les conclusions du Rapport sur l'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde (SOFI) 2025 ainsi que du prochain rapport SOFI 2026, qui sera publié en juillet et qui examinera le thème «Comprendre et traiter les coûts élevés des régimes alimentaires sains».
- 39. La Représentation de la FAO a également mis en avant les principales mises à jour des activités de l'Organisation concernant:
 - a. Les publications sur l'étiquetage des denrées alimentaires, notamment l'édition 2024 du rapport La Situation des marchés des produits agricoles (SOCO 2024), qui examinait les liens complexes entre le commerce alimentaire et la nutrition, ainsi qu'un document de travail analysant la mise en œuvre des politiques d'étiquetage nutritionnel en face avant des emballages dans les petites entreprises de transformation alimentaire.
 - b. Les travaux en cours visant à améliorer la qualité, la disponibilité et l'utilisation des données sur la composition des aliments, nécessaires à l'élaboration des politiques alimentaires internationales, des programmes de sécurité alimentaire et des évaluations nutritionnelles nationales, ainsi que le lancement du nouveau site web FAO INFOODS sur la composition des aliments.
 - c. La mise à jour conjointe de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)/FAO des besoins énergétiques humains.
 - d. La récente mise à jour de la Vision et approche relatives aux activités de la FAO en matière de nutrition (2025- 2031), ainsi que les prochaines publications de la FAO, notamment un rapport de haut niveau de la FAO sur les régimes alimentaires sains, dont la publication est prévue en 2026.
 - e. La Semaine de la nutrition de Rome 2026, qui se tiendra du 25 au 28 mai 2026 au siège de la FAO à Rome et en ligne, sous le thème général «Façonner l'avenir de l'action nutritionnelle conjointe dans un monde en mutation».
- 40. La Représentation de l'OMS a présenté les initiatives suivantes:
 - a. Plan d'action mondial contre l'alcool 2022-2030: Dans le cadre de la mise en œuvre du plan, y compris l'étiquetage des boissons alcoolisées, l'OMS fournissait une assistance technique, menait des activités de renforcement des capacités et réalisait des travaux de recherche.

⁵ CX/FL 26/49/3; CRD11 (Burundi, Kenya, République-Unie de Tanzanie); 21(Equateur); CRD24 (Communauté de l'Afrique de l'Est)

- b. Classification des aliments: Des modèles de profils nutritionnels adaptés à chaque région avaient été élaborés pour toutes les régions de l'OMS. Une note d'information sur le profilage des aliments à des fins de mise en place des mesures réglementaires était en cours d'élaboration; elle présentait une approche de santé publique intégrant des critères fondés sur les nutriments et des paramètres réglementaires afin d'identifier les aliments actuellement connus sous le nom de «produits alimentaires ultra-transformés».
 - c. Nouvelles lignes directrices de l'OMS: Trois publications portant sur des environnements alimentaires scolaires sains, l'utilisation de substituts de sel à teneur réduite en sodium et l'enrichissement des huiles et graisses comestibles en vitamines A et D à des fins de santé publique ont été publiées. La publication des lignes directrices sur les politiques d'étiquetage nutritionnel est prévue (d'ici la mi-2026).
 - d. Activités visant à promouvoir une alimentation saine et à réduire les facteurs de risque des maladies non transmissibles: L'OMS poursuivait ses travaux en vue d'atteindre les objectifs mondiaux, notamment une réduction de 30 % de l'apport en sodium d'ici 2030, ainsi que les efforts continus pour éliminer les gras trans, avec le lancement de la version actualisée du dossier technique SHAKE et l'utilisation de la base de données mondiale de l'OMS sur la mise en œuvre des actions en matière d'alimentation et de nutrition (GIFNA) ainsi que des fiches d'évaluation par pays.
 - e. Prolongation des objectifs mondiaux de nutrition jusqu'en 2030: Les objectifs mondiaux de nutrition ont été prolongés jusqu'en 2030, avec l'introduction d'indicateurs de processus.
41. L'Uruguay et la Gambie, s'exprimant respectivement en tant que coordinateurs des régions visées par le CCLAC et le CCAFRICA, ont appelé à l'organisation par la FAO/OMS d'ateliers élargis de renforcement des capacités, adaptés aux spécificités régionales, sur l'évaluation des risques liés aux allergènes, en mettant l'accent sur le développement des connaissances et l'application pratique des outils. Il a été souligné que cette démarche contribuerait à mieux harmoniser les questions relatives avec les allergènes alimentaires sur les pratiques internationales et à permettre l'application, dans les régions, des sources scientifiques de la FAO/OMS. La Présidence a indiqué que les demandes de renforcement des capacités seraient examinées plus en détail au Point 5 à l'ordre du jour.
42. En réponse à ces demandes, les représentants de la FAO et de l'OMS ont confirmé leur volonté de soutenir les Membres dans le renforcement des capacités en matière d'analyse des risques liés aux allergènes alimentaires, en coordination avec les bureaux régionaux et nationaux, si nécessaire.
43. Le Secrétariat du Codex a informé le CCFL, à sa 49^e session, du lancement du prochain cycle des Comités de coordination FAO/OMS pour les régions, à compter d'octobre 2026, et a indiqué que l'organisation d'activités de renforcement des capacités en parallèle de ces comités pourrait être bénéfique pour les Membres et favoriser l'identification des approches les plus appropriées.

Conclusion

44. Le CCFL, à sa 49^e session:
- i. a remercié la FAO et l'OMS pour les renseignements fournis et les travaux réalisés.
 - ii. a pris note des renseignements communiqués par la FAO et l'OMS, ainsi que du fait que certains d'entre eux pourraient être pertinents dans le cadre d'autres points de l'ordre du jour (par exemple, les allergènes qui seront examinés au titre du Point 5 de l'ordre du jour).
 - iii. a noté l'intérêt exprimé par les membres concernant les travaux de la FAO et de l'OMS visant à fournir des activités de renforcement des capacités, notamment des ateliers pour le CCLAC et le CCAFRICA, sur l'évaluation des risques liés aux allergènes alimentaires.

EXAMEN DES DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉTIQUETAGE FIGURANT DANS LES PROJETS DE NORMES CODEX (CONFIRMATION) (Point 4 de l'ordre du jour)⁶

45. Le Secrétariat du Codex a présenté le point en rappelant les sections pertinentes du Manuel de procédure du Codex, qui stipulent que « les dispositions générales ne devraient être incorporées dans les normes de produits que par renvoi, sauf s'il existe une nécessité de procéder autrement », et que les dispositions constituant des dérogations, des ajouts ou nécessaires à l'interprétation des Normes générales à l'égard du produit concerné ne sont incluses que si elles peuvent être pleinement justifiées.

⁶ CX/FL 26/49/4; CX/FL 26/49/4 Add.1; CX/FL 26/49/4 Add.2; CRD12 (Burundi, Inde, Kenya, Nigéria, Rwanda, Thaïlande, République-Unie de Tanzanie); CRD20 (Mexique); CRD24 (Communauté de l'Afrique de l'Est); CRD26 (Ghana); CRD27 (Panama); CRD28 (Iran)

46. Le CCFL, à sa 49^e session, a examiné les dispositions relatives à l'étiquetage dans neuf normes soumises par le Comité du Codex sur les fruits et légumes frais (CCFFV), le Comité FAO/OMS de coordination pour l'Asie (CCASIA), le Comité FAO/OMS de coordination pour le Proche-Orient (CCNE), le Comité du Codex sur les épices et les herbes culinaires (CCSCH), le Comité du Codex sur les graisses et les huiles (CCFO) et le Comité du Codex sur les additifs alimentaires (CCFA), et a pris les décisions suivantes:

Comité du Codex sur les fruits et légumes frais (CCFFV)

47. Le CCFL, à sa 49^e session, a approuvé les dispositions relatives à l'étiquetage figurant dans le projet de norme pour les feuilles de curry fraîches.

Comité de coordination FAO/OMS pour l'Asie (CCASIA)

48. Un membre, tout en ne s'opposant pas à l'approbation, a noté que, bien que les conventions de rédaction récentes fassent à juste titre référence à la NGEDAP, les comités de produits ne reprennent pas systématiquement les dispositions spécifiques relatives à la dénomination de la denrée alimentaire, notamment lorsque des renseignements supplémentaires (par exemple, les garnitures) doivent être déclarés avec la dénomination. Bien qu'aucune modification immédiate n'ait été proposée, il a été suggéré que les comités envisagent, à l'avenir, des références plus explicites à ces dispositions afin d'améliorer la clarté et de garantir que les consommateurs reçoivent des renseignements complets.
49. Le CCFL, à sa 49^e session, a approuvé les dispositions relatives à l'étiquetage du projet de norme régionale pour les raviolis surgelés (Asie).
50. Le CCFL, à sa 49^e session, est convenu de conseiller aux comités d'examiner attentivement l'application des dispositions de la NGEDAP relatives à la dénomination de la denrée alimentaire et de les incorporer, selon qu'il conviendra.

Comité FAO/OMS de coordination pour le Proche-Orient (CCNE)

51. Le CCFL, à sa 49^e session, a approuvé les dispositions relatives à l'étiquetage figurant dans le projet de norme régionale pour le maamoul (Proche-Orient).

Comité du Codex sur les épices et les herbes culinaires (CCSCH)

52. Le CCFL, à sa 49^e session, a approuvé les dispositions relatives à l'étiquetage : du projet de norme pour les épices sous forme de fruits et de baies séchés — exigences relatives à la grande cardamome; du projet de norme pour les épices sous forme de graines séchées — exigences relatives à la coriandre; et du projet de norme pour les herbes — exigences relatives à la marjolaine douce.

Projet de norme pour les épices dérivées de fruits et de baies séchés ou déshydratés — Exigences relatives à la vanille

Section 8.1.3 — Étiquetage de la dénomination commerciale

53. Des préoccupations ont été exprimées concernant l'inclusion d'une disposition rendant obligatoire l'étiquetage de la dénomination commerciale en notant que, dans le cas d'autres normes antérieures, seul un étiquetage facultatif du nom commercial avait été proposé puis approuvé par le CCFL. En expliquant la préoccupation, il a été souligné que le terme «dénomination commerciale» semble incohérent avec la NGEDAP, où des termes comparables (par exemple, nom de marque ou nom inventé) sont facultatifs; toutefois, les dénominations commerciales énumérées pourraient être interprétées comme des noms spécifiques et pourraient être compatibles avec les dispositions relatives à la dénomination de la denrée alimentaire. Ainsi, la préoccupation ne portait pas sur les noms énumérés eux-mêmes, mais sur l'utilisation peu claire et incohérente du terme «dénomination commerciale» dans les normes du CCSCH, notamment compte tenu de l'incertitude quant à son harmonisation avec les catégories de dénomination prévues par la NGEDAP et de la difficulté de rendre obligatoire une liste non exhaustive. Tout en prenant note de la clarification de la Présidence du CCSCH dans le rapport de la CCSCH8 indiquant que cela ne constituerait pas un précédent, des préoccupations ont persisté quant à l'approbation de cette disposition en tant que disposition obligatoire.
54. Le CCFL, à sa 49^e session, a donné son accord, pour des raisons de clarté et de cohérence avec le rapport du CCSCH8, de diviser la disposition en deux énoncés distincts, puisqu'elle comprenait une disposition obligatoire relative aux noms commerciaux et une disposition facultative concernant l'utilisation des noms scientifiques, et que l'emploi de «et/ou» entre ces deux concepts créait une ambiguïté.

Section 8.2.2 — Pays de récolte

55. Un membre a demandé que l'indication du pays de récolte soit considérée comme obligatoire plutôt que facultative et a rappelé que le CCSCH8 avait noté qu'il y aurait d'autres possibilités de discuter de la nature de cette disposition si la déclaration obligatoire du pays de récolte devenait acceptable.

56. Le Président du CCFL a rappelé que le CCFL ne pouvait examiner que les dispositions soumises pour approbation par le comité sur les produits (c.-à-d. le CCSCH) et ne pouvait pas modifier ces dispositions au sein du CCFL. Se référant à la possibilité d'une discussion future sur ce point, comme indiqué dans le rapport de la CCSCH8, le Président du CCFL a précisé que cette question était liée à l'issue de l'examen de l'étiquetage obligatoire du pays de récolte, et a rappelé qu'au titre du Point 2.1 à l'ordre du jour, il n'y avait pas de soutien en faveur d'un étiquetage obligatoire du pays de récolte. Dans le cas spécifique du safran, le pays d'origine est le même que le pays de récolte et que cette disposition ne s'applique pas aux autres normes.

Conclusion

57. Le CCFL, à sa 49^e session, a approuvé les dispositions prévues dans l'étiquetage du projet de norme pour les épices sous forme de fruits et de baies séchés — exigences relatives à la vanille, avec une modification de la section 8.3.1 comme suit: «Le nom commercial doit être déclaré. ~~et/ou~~ Le nom scientifique peut être indiqué.», tout en prenant note des réserves:
- des États-Unis d'Amérique concernant la déclaration obligatoire du nom commercial dans la disposition 8.3.1, les organismes d'inspection étant alors tenus d'attester un élément qui, selon eux, est contraire aux pratiques d'inspection établies;
 - de Madagascar concernant le maintien du pays de récolte comme exigence facultative dans la disposition 8.2.2, celui-ci estimant qu'il devrait être obligatoire et qu'il devrait y avoir d'autres possibilités de discuter de cette disposition à la suite des travaux du groupe de travail électronique (GTE) sur le pays d'origine/pays de récolte.
58. Le CCFL, à sa 49^e session, a rappelé au CCSCH que toute disposition obligatoire figurant dans les normes de produits devait être conforme à la NGEDAP, que toute dérogation doit être clairement définie et pleinement justifiée conformément au Manuel de procédure.
59. En outre, rappelant les points de vue exprimés selon lesquels l'objectif de la disposition relative au nom commercial n'était pas particulièrement clair et qu'il existait des dispositions dans le NGEDAP concernant la dénomination de la denrée alimentaire à la section 4.1, le CCFL, à sa 49^e session, a estimé qu'il serait utile que le CCSCH précise la manière dont la catégorie «dénomination commerciale» s'articule avec les types de dénominations ou de noms spécifiques prévus dans le NGEDAP, par exemple s'ils sont considérés comme des synonymes de la dénomination de la denrée alimentaire, ou s'il s'agit d'éléments différents tels qu'un nom inventé, un nom de marque ou une marque de commerce, lesquels sont facultatifs, afin de déterminer s'ils devraient être appliqués en tant qu'exigence d'étiquetage volontaire ou obligatoire.

Comité du Codex sur les graisses et les huiles (CCFO)

60. Le CCFL, à sa 49^e session, a approuvé les dispositions relatives à l'étiquetage figurant dans le projet de norme pour les huiles oméga-3 microbiennes.

Comité du Codex sur les additifs alimentaires (CCFA)

61. Le CCFL, à sa 49^e session, a approuvé les dispositions relatives à l'étiquetage figurant dans le projet de norme pour la levure de boulanger.

Conclusion générale

62. Le CCFL, à sa 49^e session:
- i. est convenu d'approuver les dispositions relatives à l'étiquetage dans les normes suivantes et d'informer les comités respectifs (CCFFV, CCASIA, CCNE, CCSCH, CCFO et CCFA) ainsi que la Commission, à sa 49^e session des décisions d'approbation correspondantes.
 - a. Projet de norme pour les feuilles de curry fraîches.
 - b. Projet de norme régionale pour les raviolis surgelés (Asie).
 - c. Projet de norme régionale pour le maamoul (Proche-Orient)
 - d. Projet de norme pour les épices sous forme de fruits et de baies séchés — exigences relatives à la grande cardamome
 - e. Projet de norme pour les épices sous forme de graines séchées — exigences relatives à la coriandre
 - f. Projet de norme pour les herbes — exigences relatives à la marjolaine douce
 - g. Projet de norme pour les huiles oméga-3 microbiennes
 - h. Projet de norme pour la levure de boulanger.

- ii. a modifié la disposition 8.1.3 du projet de norme pour les épices dérivées de fruits et de baies séchés ou déshydratés — exigences relatives à la vanille, comme indiqué au paragraphe 57, et, avec cette modification, a convenu d'approuver les dispositions relatives à l'étiquetage et d'en informer le CCSCH, tout en prenant note des réserves des États-Unis d'Amérique et de Madagascar pour les raisons exposées au paragraphe 57.
- iii. Est convenu d'informer le CCSCH de la discussion sur l'objectif de la catégorie « nom commercial » et d'examiner si les noms commerciaux s'alignent sur les types de dénominations prévus dans les dispositions relatives à la dénomination de la denrée alimentaire à la section 4.1 du GSLPF, notamment s'ils sont considérés comme des synonymes de la dénomination de la denrée alimentaire, une dénomination courante ou usuelle issue de l'usage commun en tant que terme descriptif approprié, un nom « inventé » « fantaisie », un nom « de marque », une « marque de commerce », ou s'il s'agit d'un élément différent, afin d'éclairer la manière dont ils devraient être appliqués.
- iv. a conseillé aux comités des matières premières d'examiner attentivement l'application des dispositions de la NGEDAP relatives à la dénomination de la denrée alimentaire et de les intégrer, le cas échéant.
- v. a rappelé au CCSCH que toute disposition obligatoire figurant dans les normes de produits devait être conforme à la NGEDAP, et que toute dérogation devait être claire et pleinement justifiée.

ANNEXE DE LA NORME GÉNÉRALE SUR L'ÉTIQUETAGE DES DENRÉES ALIMENTAIRES PRÉEMBALLÉES (CXS 1-1985): DIRECTIVES SUR L'ÉTIQUETAGE DE PRÉCAUTION RELATIF À LA PRÉSENCE D'ALLERGÈNES (Étape 7) (Point 5 à l'ordre du jour)⁷

- 63. Les États-Unis d'Amérique, en tant que président du GTE, s'exprimant également au nom des coprésidents, l'Australie et le Royaume-Uni, ont présenté les rapports du GTE et du GTP qui s'est réuni avant la séance, et ont résumé les principaux points de discussion ainsi que les décisions prises au sein de ces groupes de travail.
- 64. La Présidence du GTE/GTP a rappelé les progrès réalisés dans l'élaboration de directives sur l'étiquetage de précaution relatif à la présence d'allergènes (ÉPA). Elle a également évoqué les demandes d'avis scientifiques formulées par le CCFL48 sur les orientations en matière d'évaluation des risques, les doses de référence pour le gluten ou les céréales contenant du gluten et le renforcement des capacités, ainsi que la réponse ultérieure de la FAO et de l'OMS. Un aperçu du retour d'information demandé a été présenté par le CCMAS, qui a confirmé que des méthodes étaient disponibles pour détecter et quantifier la présence involontaire d'allergènes (PIA) dans les aliments issus d'un contact croisé. Le Président du GTE/GTP a ensuite résumé les progrès réalisés sur les questions en suspens, proposant que les résultats des travaux du GTP, tels que présentés dans le document de séance CRD02, soient utilisés comme base de discussion, ce que le CCFL, à sa 49^e session, a accepté.
- 65. Le représentant de la FAO a présenté les principales recommandations de la consultation d'experts conjointe FAO/OMS sur les directives relatives à l'évaluation des risques, en soulignant que les allergènes alimentaires diffèrent des autres dangers alimentaires, et que l'évaluation des risques liés aux allergènes alimentaires est à la fois disponible et peut être facilement réalisée par tous les exploitants du secteur alimentaire, à l'aide d'approches qualitatives ou quantitatives. La Représentation a noté que la consultation d'experts sur le gluten a recommandé une dose de référence basée sur le risque de 4 mg pour le gluten. En ce qui concerne l'atelier sur l'évaluation des risques liés aux allergènes alimentaires, la Représentation a indiqué que l'événement a fourni aux participants les connaissances et les outils nécessaires pour appliquer la directive sur l'ÉPA et a proposé que des événements similaires soient organisés dans différentes régions, si les ressources le permettent.

Analyse

- 66. Le CCFL, à sa 49^e session, a examiné les directives sur l'ÉPA section par section et a formulé les commentaires et décisions suivants, en plus de corrections rédactionnelles et de modifications visant la clarté et la cohérence.

Section 1 : Objet

- 67. Le CCFL, à sa 49^e session, a accepté d'associer la note de bas de page 1 au terme « contact croisé » dans la Section 1 et de remplacer « allergènes alimentaires » par « allergène(s) alimentaire(s) »

Section 2 : Champ d'application

⁷ CX/FL 26/49/5; CX/FL 26/49/5 Add.1 (Observations répondant à CL 2026/07-FL); CRD02 (rapport du GTP) ; CRD13 (Burundi, El Salvador, Inde, Japon, Kenya, Nigeria, Philippines, République de Corée, Sénégal, République-Unie de Tanzanie, Zambie, IFT); CRD19 (Maroc) ; CRD20 (Mexique); CRD21 (Equateur); CRD22 (Pérou); CRD24 (Communauté d'Afrique de l'Est); CRD25(Malaisie); CRD26 (Ghana); CRD28 (Iran); CRD31 (Royaume-Uni); CRD33 (Australie); CRD34 (ISDI); CRD36 (IUFOST)

68. La référence à la note de bas de page relative au «contact croisé» a été supprimée.

Section 3 — Définitions

69. Dans la définition de l'ÉPA, «aliment allergène» a été remplacé par «aliment(s) allergène(s)» afin d'en assurer la cohérence avec les autres parties des directives.

Section 4.2 — Évaluation des risques qualitative vs quantitative

70. Le projet de disposition a été révisé afin de mieux refléter la manière dont l'évaluation des risques doit être menée pour appuyer une décision relative à l'utilisation de l'ÉPA, en précisant que le processus d'évaluation des risques commence par une évaluation qualitative et peut être complété par une évaluation quantitative. Cette modification a été jugée plus fidèle à la manière dont l'évaluation des risques serait utilisée et permet de clarifier qu'une évaluation quantitative des risques peut ne pas être nécessaire. La Présidence du GTE a noté qu'une note de bas de page a également été ajoutée pour inclure une référence à la Partie 6 du guide FAO/OMS sur l'évaluation des risques.

Section 4.3 Utilisation de «doit» vs «devrait»

71. Notant qu'il y avait eu de longues discussions sur cette disposition au sein des deux groupes de travail, concernant la nature de la disposition, à savoir une obligation («doit») ou une recommandation («devrait»), ainsi que la traduction de cette nature dans différentes langues, la Présidence a proposé un texte révisé pour cette section en anglais, français, espagnol et portugais. La Présidence a également souligné que l'objectif de cette section était double: i) que l'ÉPA doit être utilisée lorsque les Présence accidentelle d'allergènes (PAA) sont au-dessus du niveau d'action; et ii) que l'ÉPA ne devrait pas être utilisée lorsque les PAA sont au niveau d'action ou en dessous de celui-ci.
72. Un accord général a été constaté sur les deux concepts sur l'utilisation du système ÉPA (au paragraphe 71) que cette disposition visait à refléter. Le CCFL, à sa 49^e session, a accepté les traductions proposées des mots **doit** et **devrait**⁸, et de diviser les deux concepts en deux phrases différentes afin d'assurer la clarté de la disposition.
73. Tout en soutenant les progrès réalisés, un membre a exprimé son point de vue selon lequel le mot « doit » n'est pas approprié dans ce cas parce que cela pourrait rendre l'ÉPA obligatoire alors que l'objectif initial des présentes directives était de restreindre sa surutilisation; toutefois, le président du CCFL a précisé que l'ÉPA doit être utilisé lorsque le seuil d'intervention est dépassé, car il présente un risque pour les consommateurs. Un autre membre a exprimé des préoccupations quant au fait que la disposition n'était pas suffisamment flexible et a proposé d'ajouter une note de bas de page en fin de texte afin de «reconnaître la responsabilité des autorités compétentes de déterminer les mesures de gestion des risques appropriées à leurs circonstances nationales». Selon ce point de vue, cette flexibilité serait importante pour garantir que le texte du Codex serve d'outil d'appui à l'élaboration des politiques et non de barrière commerciale involontaire, et qu'elle permette aux Membres de disposer de la marge nécessaire pour adopter ces dispositions de manière réaliste et durable dans leurs cadres nationaux respectifs. Cette proposition n'a pas reçu de soutien général, étant donné qu'il a été estimé que l'introduction d'une telle flexibilité irait à l'encontre de l'objectif des directives, qui est de réduire l'utilisation excessive de l'ÉPA.
74. Un observateur a exprimé une préoccupation selon laquelle, les doses de référence étant dérivées de populations hétérogènes et n'ayant pas été spécifiquement validées pour tous les sous-groupes vulnérables, ces valeurs de référence pourraient ne pas être suffisamment protectrices pour ces groupes.. En l'absence de nouvelles données, il a été proposé d'ajouter une note de bas de page indiquant que, le cas échéant, pour les aliments destinés à des usages nutritionnels particuliers, des valeurs de référence plus strictes pourraient être appliquées sur la base des principes généraux établis par les présentes directives.
75. Le Représentant de la FAO a expliqué que la consultation mixte d'experts FAO/OMS avait examiné et utilisé toutes les données disponibles provenant de divers groupes de population et que si de nouvelles données étaient disponibles, la question pourrait être examinée. Un autre observateur a indiqué qu'environ 75 % des données disponibles provenaient de populations vulnérables et que, de ce point de vue, ces groupes étaient donc bien représentés dans l'évaluation. À la lumière de ces éléments et de la disposition 4.2 relative à l'évaluation des risques, le CCFL, à sa 49^e session, est d'accord qu'une telle note de bas de page n'était pas nécessaire.

⁸ Dans ce contexte, «shall» en anglais se traduit par «deberá» en espagnol et « doit » en français et «should» en anglais se traduit par «debería» en espagnol et «devrait» en français.

76. D'autres modifications rédactionnelles ont été apportées à la disposition afin d'en assurer la clarté tout en conservant l'ensemble des concepts convenus. Celles-ci ont notamment porté sur la question de savoir si le terme «au-dessus ou égal à» devait être utilisé dans les deux énoncés. La Représentation de la FAO a confirmé que le terme «au-dessus ou égal à» devait être conservé aux deux endroits, conformément aux recommandations issues des consultations conjointes d'experts FAO/OMS. Notant toutefois que cela créait une confusion potentielle, il a été convenu d'utiliser le terme «au-dessus de» pour remplacer «au-dessus ou égal à» dans la première phrase relative aux cas où l'ÉPA doit être utilisée.
77. Il a été suggéré d'insérer le terme «gluten» après «allergène(s) alimentaire(s)» à la disposition 4.3. Le président du GTÉ a précisé que la définition des «allergènes alimentaires» englobe les réactions à médiation IgE ou d'autres réactions spécifiques, et qu'il n'était donc pas nécessaire d'ajouter le «gluten», ce qui nécessiterait une modification de la définition de l'ÉPA à des fins de cohérence. Il a donc été convenu de conserver le texte original.

Tableaux 4.3.1 et 4.3.2

78. Il y a eu un soutien général en faveur de la séparation du tableau des doses de référence en deux *Tableau des doses de référence pour les aliments allergènes* et un *Tableau des doses de référence pour le gluten*, ce qui a permis de faire une distinction claire entre la dose de référence pour le blé et celle pour le gluten. Par souci de clarté et de cohérence avec d'autres parties de la NGEDAP, le titre de la première colonne du *Tableau des doses de référence pour le gluten* a été modifié comme suit: «aliments allergènes», et le titre «céréales contenant du gluten» a été déplacé sur la ligne située en dessous. La référence à la note de bas de page concernant l'avoine a ensuite été déplacée dans la ligne du titre.

Note de bas de page (*) sur l'avoine

79. Un membre a souligné que, bien que l'énoncé «l'avoine n'est pas une céréale contenant du gluten» figurant dans la note de bas de page (*) soit basé sur les faits, il entrait en contradiction avec d'autres textes du Codex relatifs au gluten, et a proposé de supprimer ce passage afin d'éviter les incohérences; un observateur a proposé que le CCFL informe le Comité du Codex sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime (CCNFSDU) que les textes relatifs au gluten relevant de son mandat pourraient nécessiter une révision pour s'assurer qu'ils demeurent à jour. D'autres modifications rédactionnelles ont été apportées afin d'améliorer la clarté et la lisibilité de la note de bas de page. CCFL, à sa 49^e session, est également convenu de supprimer la dernière partie de la note de bas de page, libellée «qui sont déjà traités dans le tableau 4.3.1», la jugeant inutile.
80. La Représentation de la FAO a confirmé que la note de bas de page révisée demeurerait techniquement correcte, étant donné que l'avoine ne provoque pas de réactions allergiques et que la présence éventuelle de gluten dans ces produits est principalement due à une contamination croisée. L'avénine présente dans l'avoine entraîne une réaction de sensibilité, laquelle est rare et hors du champ d'application. Le CCFL, à sa 49^e session, est convenu des modifications proposées à la note de bas de page.
81. La Thaïlande a exprimé une réserve concernant la section 4.3 relative à l'application obligatoire des doses de référence du tableau 4.3.1 (tableau des doses de référence pour les aliments allergènes) comme seul critère d'utilisation de l'ÉPA, estimant que ces doses de référence pourraient ne pas protéger de manière suffisante les consommateurs hautement sensibles au sein de sa population et ne pas permettre d'assurer le niveau le plus élevé de sécurité des consommateurs, qui demeure son objectif principal. La Thaïlande a souligné qu'il subsistait des incertitudes et des limites concernant les méthodes analytiques utilisées comme référence dans le cadre du commerce international.

Section 4.4

82. La nécessité d'un suivi de l'efficacité et de l'impact des programmes d'éducation/d'information a été soulignée, et le terme «efficace» a été ajouté avant «programmes d'éducation/d'information» afin de préserver l'essence du suivi et de l'évaluation des approches et des processus.

Section 5.2.2 et 5.2.3

83. Le CCFL, à sa 49^e session, est convenu de réviser la note de bas de page associée à la disposition 5.2.2 pour indiquer que dans l'ÉPA, une autre terminologie peut être utilisée pour remplacer le seigle et l'orge sur l'étiquette, comme «gluten» ou «céréales contenant du gluten», comme suit:

« En plus du nom spécifié du blé, du seigle et de l'orge, le mot «gluten» peut être utilisé. Lorsque cela est autorisé, les termes 'céréales contenant du gluten' ou 'gluten' peuvent être utilisés à la place des noms spécifiés seigle et orge ».

84. Il a également été convenu de supprimer la note de bas de page associée à la section 5.2.3 et de la remplacer par la note révisée ci-dessus.

85. Il a en outre été expliqué que cette modification reposait sur une étude australienne sur les comportements des consommateurs concernant la terminologie la mieux comprise par les consommateurs concernés, et reconnaissant que différentes juridictions peuvent exiger différentes approches de communication.
86. Toutes les questions en suspens ayant été traitées, le président du CCFL a exprimé sa reconnaissance envers les présidents et coprésidents des groupes de travail, la FAO et l'OMS, ainsi que les membres et observateurs pour leur participation active aux travaux sur les allergènes.

Activités de renforcement des capacités

87. La Nouvelle-Zélande, s'exprimant au nom des Îles Cook en tant que coordinatrice de la région Amérique du Nord — Pacifique Sud-Ouest (NASWP), a exprimé son intérêt à travailler avec la FAO et l'OMS pour organiser un atelier de renforcement des capacités en collaboration avec CCNASWP18 (février 2027), en soulignant la nécessité de se concentrer sur des priorités définies au niveau régional, en particulier pour les petits États insulaires en développement disposant de ressources limitées. Cette proposition a été soutenue par d'autres députés de la région.
88. Des membres des régions CCAFRIQUE, CCEURO, CCLAC et CCNE ont réitéré l'importance de la formation et du renforcement des capacités pour l'adoption et l'utilisation des travaux sur l'étiquetage des aliments allergènes, et, compte tenu des prochaines réunions des comités de coordination, ont estimé qu'il pourrait s'agir d'une opportunité utile pour des activités de formation et de développement dans ce domaine. L'importance de mettre des ressources en ligne afin de soutenir l'ensemble des aspects de ces travaux a été soulignée. Il a également été noté que cette formation devrait être basée sur les besoins indiqués par les parties prenantes.
89. Le CCFL, à sa 49^e session, a noté l'importance de la communication et de l'éducation avec le soutien des autorités compétents concernant les nouvelles directives, et qu'il serait bénéfique d'aborder cette question dans une perspective globale.
90. En réponse, le Secrétariat du Codex, la FAO et l'OMS ont accueilli favorablement ces demandes et confirmé leur volonté de collaborer avec les régions afin de mettre en œuvre des ateliers, des formations et éventuellement des outils numériques adaptés aux besoins des membres, y compris en matière de communication et d'éducation.

Conclusion

91. Le CCFL, à sa 49^e session, est convenu de:
- Transmettre la révision de la *Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (CXS 1-1985) afin d'y inclure l'annexe: directives sur l'étiquetage de précaution relatif à la présence d'allergènes, à la Commission, à sa 49^e session, pour adoption à l'étape 8 (Annexe III).
 - Informar le CCFH de l'achèvement de l'élaboration des directives et demander au comité d'envisager de nouveaux travaux pour assurer la cohérence du *Code d'usages sur la gestion des allergènes pour les exploitants du secteur alimentaire* (CXC 80-2020) avec les directives sur l'étiquetage de précaution relatif à la présence d'allergènes.
 - Informar le CCNFSDU de l'achèvement du processus d'élaboration des directives et examiner la nécessité de revoir la cohérence de la *Norme pour les aliments diététiques ou de régime destinés aux personnes souffrant d'une intolérance au gluten* (CXS 118-1979) avec les directives sur l'étiquetage de précaution relatif à la présence d'allergènes.
92. Concernant les demandes d'activités de renforcement des capacités dans ce domaine, le CCFL, à sa 49^e session, est en outre convenu de:
- Demander à la FAO, à l'OMS et au Secrétariat du Codex d'examiner les demandes des Membres visant à fournir des formations et des activités de renforcement des capacités sur la mise en œuvre des directives sur l'étiquetage de précaution relatif à la présence d'allergènes, en particulier en ce qui concerne l'évaluation des risques liés aux allergènes alimentaires, ainsi que l'organisation d'ateliers en marge des prochaines séances de la CCAFRICA, de la CCEURO, de la CCLAC, de la CCNASWP et de la CCNE.
 - Demander à la FAO et à l'OMS de mettre à disposition des Membres des outils numériques sur l'analyse des risques liés aux allergènes.

MODIFICATIONS APPORTÉES À LA NORME GÉNÉRALE SUR L'ÉTIQUETAGE DES DENRÉES ALIMENTAIRES PRÉEMBALLÉES (CXS 1-1985): DISPOSITIONS RELATIVES AUX ALIMENTS PRÉSENTÉS EN EMBALLAGES GROUPÉS Y COMPRIS PRÉSENTATION COMMUNE (Étape 4) (Point 6 à l'ordre du jour)⁹

93. La Colombie, en tant que présidente du GTÉ et s'exprimant au nom des coprésidents, le Canada, l'Inde et la Jamaïque, a présenté le point virtuellement, rappelé le contexte et le mandat des travaux du GTÉ et résumé le processus de travail du GTÉ, les principaux points de discussion, les conclusions et les recommandations telles que présentées dans le document CX/FL 26/49/6. La présidente du GTÉ a également informé le CCFL, à sa 49^e session, que le document CRD06 fournissait une version révisée des modifications proposées sur la base des commentaires soumis en réponse à la CL 2026/08-FL.
94. Le CCFL, à sa 49^e session, a convenu d'utiliser le document CRD06 comme base de discussion et de procéder à l'examen des modifications comme suit.

Discussion

Sections 4.2.1(bis), 4.3.4, and 4.7.1(vi)(bis)

95. Une organisation membre a proposé de modifier la formulation de la section 4.2.1(bis), car il n'était pas clair si les informations d'étiquetage obligatoires sur l'emballage extérieur s'appliquaient dans tous les cas ou seulement lorsque la liste des ingrédients n'était pas facilement lisible et discernable sur au moins un de chaque type d'aliments emballés individuellement. L'organisation membre a expliqué que, lue conjointement avec le principe général énoncé dans la section 8.1.3.1, la portée de l'article 4.2.1(bis) demeurerait ambiguë, car la section 8.1.3.1 englobait deux situations distinctes : lorsque les informations étaient facilement lisibles et discernables, et lorsqu'elles ne l'étaient pas. Sur cette base, le même éclaircissement devrait ensuite s'appliquer aux sections 4.3.4 et 4.7.1(vi)(bis) afin d'améliorer la clarté concernant la condition d'application de l'étiquetage obligatoire à l'emballage extérieur des unités individuelles d'aliments préemballés présentés en emballages groupés y compris présentation commune. On a également souligné que la formulation proposée cadrerait avec celle utilisée dans la section 8.1.3.1.
96. Les membres n'ont généralement pas soutenu la proposition de formuler plus clairement les sections 4.2.1(bis), 4.3.4, et 4.7.1(bis), soulignant que la section 8.1.3.1 a clairement établi que les informations obligatoires peuvent être fournies sur l'emballage extérieur ou sur les aliments emballés individuellement, à condition qu'elles soient facilement lisibles et discernables. Ils ont également remarqué que ces sections renvoient déjà à la section 8.1.3.1, de sorte que les sections 4.2.1(bis), 4.3.4, et 4.7.1(vi)(bis) ne peuvent pas être lues séparément de la section 8.1.3.1. On a également souligné que l'introduction de références précises dans certaines dispositions pourrait créer de l'ambiguïté en laissant entendre que l'exigence ne s'applique que dans certaines conditions expressément prévues. Cela pourrait entraîner une interprétation incohérente d'autres dispositions, telles que les déclarations nutritionnelles.
97. L'organisation membre a précisé que les sections 4.2.1(bis), 4.3.4, et 4.7.1(vi)(bis) visaient à mettre en œuvre le principe énoncé à la section 8.1.3.1 en précisant son application pratique en ce qui concerne la liste des ingrédients, le contenu net et le marquage de la date. Ces dispositions portent sur des exigences précises en matière d'étiquetage, notamment la possibilité de fournir une liste complète des ingrédients, le contenu net total ou le nombre d'unités individuelles multiplié par leur contenu net respectif, et le traitement du marquage de la date lorsque les dates diffèrent d'une unité à l'autre. Ces éléments supplémentaires ont justifié des dispositions plus détaillées dans ces sections, limitant ainsi la nécessité d'un éclaircissement plus large ailleurs.
98. Sur la base de la discussion ci-dessus, les membres ont convenu qu'un éclaircissement pourrait être justifié dans les sections 4.2.1(bis), 4.3.4, et 4.7.1(vi)(bis) concernant la répétition des concepts de lisibilité et de discernabilité et les circonstances dans lesquelles l'emballage extérieur doit être étiqueté, plutôt que de s'appuyer uniquement sur la disposition générale de la section 8.1.3.1. Cependant, ils ont préféré un texte succinct plutôt que de répéter la formulation déjà disponible dans la section 8.1.3.1.
99. Le CCFL, à sa 49^e session, a donc examiné une autre proposition visant à insérer une référence à l'emballage extérieur après la référence à la section 8.1.3.1, afin de préciser que la disposition de la section 4.2.1(bis) s'appliquait lorsque l'étiquetage d'au moins un des types de denrées alimentaires emballées individuellement qu'il contient n'est pas facilement lisible ou identifiable de l'extérieur, et que, dans de tels cas, les renseignements obligatoires devant figurer sur l'emballage extérieur doivent consister en des listes d'ingrédients séparées ou combinées. On a également proposé d'appliquer cette approche de manière cohérente aux sections 4.2.1(bis), 4.3.4, and 4.7.1(vi)(bis). Cette approche visait à concilier la référence unique à la section 8.1.3.1 avec la nécessité de préciser les circonstances précises auxquelles ces

⁹ CX/FL 26/49/6; CRD06 (Colombie); CRD14 (Burundi, El Salvador, Inde, Kenya, Nigeria, Philippines, République de Corée, Sénégal, République-Unie de Tanzanie, Zambie); CRD19 (Maroc); CRD20 (Mexique); CRD21 (Équateur); CRD24 (États-Unis d'Amérique); CRD26 (Ghana); CRD28 (Iran); CRD30 (Union européenne); CRD39 (Canada)

dispositions s'appliquent.

100. Le CCFL, à sa 49^e session, a approuvé la proposition présentée au paragraphe 99 et son application cohérente aux sections 4.2.1(bis), 4.3.4, and 4.7.1(vi)(bis).

Section 4.3.4

101. Une organisation membre a proposé de préciser que l'exigence de contenu net dans cette section s'appliquait dans deux situations : (1) lorsque le nombre d'aliments emballés individuellement ne peut être facilement compté, ou (2) lorsque le contenu net n'est pas facilement lisible et discernable sur au moins un aliment de chaque type emballé individuellement. Cependant, à la suite de la décision prise par le Comité sur l'application cohérente de la référence à l'emballage extérieur dans les sections 4.2.1(bis), 4.3.4, and 4.7.1(vi)(bis), l'organisation membre a demandé des éclaircissements sur la possibilité de conserver le critère (1), à savoir «*lorsque le nombre d'aliments emballés individuellement ne peut être facilement compté*».
102. Les membres ont fait part de leurs préoccupations concernant les modifications proposées de la section 4.3.4, notamment en ce qui concerne le texte explicatif pour le critère 2 et la prise en compte adéquate des deux critères, en particulier du premier critère, dans cette section. Les membres ont remarqué que la formulation révisée brouillait la distinction entre les déclarations requises sur l'emballage extérieur et celles applicables aux unités emballées individuellement, créant ainsi de l'ambiguïté quant à la portée de la disposition. Ils ont également remarqué que les références à l'étiquetage sur les unités internes n'étaient pas compatibles avec l'objectif de la section, qui était de traiter les situations où ces informations n'étaient pas facilement discernables et devaient donc être indiquées sur l'emballage extérieur. Il a également été observé que le projet de texte manquait de clarté et de cohérence, avec des divergences entre la déclaration liminaire et le critère 2 qui pourraient donner lieu à des interprétations contradictoires.
103. En outre, les membres ont posé des questions sur le rôle et l'emplacement du critère relatif à la facilité de comptage et à la lisibilité des unités internes, soulignant l'incertitude quant à son application et le risque de chevauchement avec d'autres dispositions. Dans une tentative d'ajuster le texte en mettant la disposition à la forme négative, c.-à-d., « ... *s'ils ne peuvent pas être facilement comptés et que leur contenu net par type n'est pas clairement discernable et lisible* », les membres ont averti que l'introduction d'une formulation négative pourrait involontairement restreindre l'étiquetage volontaire en impliquant que les déclarations ne sont autorisées que lorsque les informations ne sont pas discernables. Des inquiétudes ont également été exprimées quant au fait que les modifications proposées ajoutent une complexité inutile sans améliorer la clarté et qu'une terminologie incohérente, en particulier l'utilisation de « préemballé » par rapport à « emballé », pourrait créer de la confusion.
104. Dans l'ensemble, les membres ont souligné la nécessité de simplifier la disposition, d'assurer la cohérence interne et d'éviter une formulation susceptible de créer de l'ambiguïté ou de limiter par inadvertance les pratiques d'étiquetage existantes.
105. Les membres ont également convenu de supprimer la phrase « *et destinées à être consommées séparément* », car il n'y a pas de justification pour limiter la disposition aux cas où les unités sont destinées à être consommées séparément.
106. Sur la base des discussions ci-dessus, le CCFL, à sa 49^e session:
- a) a noté que les dispositions révisées n'empêchent pas les exploitants du secteur alimentaire de fournir volontairement un étiquetage complet ou partiel sur l'emballage extérieur, lorsque les mentions obligatoires sont clairement lisibles et identifiables sur les denrées alimentaires conditionnées individuellement ; et
 - b) a convenu que les dispositions ne sont pas limitées aux situations où les unités sont destinées à être consommées séparément.

Section 4.7.1(vi)(bis)

107. Le CCFL, à sa 49^e session, a examiné les préoccupations d'un membre concernant la formulation de la dernière phrase de la section 4.7.1(vi)(bis), qui exige que, lorsque des denrées alimentaires emballées individuellement portent plus d'un type de date de durabilité, la date la plus proche des denrées relevant de la section 4.7.1(i) soit indiquée sur l'emballage extérieur. Le membre a indiqué que cette approche pourrait entraîner des effets non souhaités, dans la mesure où la date la plus proche pourrait être une date liée à la qualité (par exemple « à consommer de préférence avant ») plutôt qu'une date liée à la sécurité (par exemple « à consommer jusqu'au » ou « date de péremption »), ce qui pourrait conduire à l'omission de renseignements essentiels. Pour résoudre ce problème, le membre a fait référence à une autre formulation dans laquelle la date la plus rapprochée et la date limite de consommation la plus rapprochée seraient toutes deux déclarées, à moins que cette dernière ne soit déjà la plus rapprochée, afin de garantir que les informations relatives à la sécurité sanitaire des aliments soient toujours communiquées clairement.

108. En réponse, il a été précisé que la disposition reposait sur deux concepts sous-jacents. Premièrement, lorsque des unités emballées individuellement portent soit le même type de date de durabilité, soit différents types de dates avec des échéances variables, la date indiquée sur l'emballage extérieur devrait correspondre à la date la plus proche parmi l'ensemble de ces unités, afin de fournir aux consommateurs l'information la plus prudente possible. Deuxièmement, lorsqu'il existe différents types de dates de durabilité, une importance particulière est accordée aux dates liées à la sécurité, c'est-à-dire les dates «à consommer jusqu'au» ou de péremption, lesquelles devraient être indiquées même si la date de sécurité la plus proche n'est pas aussi rapprochée que la date de qualité la plus proche.
109. Des éclaircissements ont été demandés sur la question de savoir si la formulation actuelle limite effectivement les déclarations sur l'emballage extérieur à la date la plus rapprochée, ce qui exclut l'inclusion de dates supplémentaires. En réponse, on a expliqué que la disposition établit une exigence minimale, à savoir que la date la plus rapprochée, en particulier lorsqu'elle est liée à la sécurité sanitaire des aliments, doit être déclarée, tandis que des informations supplémentaires facultatives sur la date sont toujours autorisées. Tout en prenant note de l'explication, et pour éviter toute ambiguïté, il a été proposé de réviser la première phrase de la section 4.7.1 pour indiquer qu'« *au moins la date la plus rapprochée doit être déclarée* », permettant ainsi expressément l'inclusion de dates supplémentaires. On a suggéré de simplifier davantage la disposition en supprimant l'énumération détaillée des marquages de la date et en le remplaçant par une formulation plus concise.
110. Le CCFL, à sa 49^e session, a accepté les révisions proposées expliquées au paragraphe 109, tout en conservant les listes de marquage des dates présentées dans la section 7.4.1(vi)(bis).

Mise en place d'un groupe de travail en session

111. Notant qu'un examen technique supplémentaire était nécessaire pour résoudre les questions en suspens et finaliser les dispositions, le président a proposé d'établir un groupe de travail en session (GTES) présidé par le Canada, avec la participation virtuelle de la Colombie, afin de faciliter l'avancement des modifications proposées. Le Président a souligné la nécessité d'une approche cohérente et coordonnée compte tenu des liens entre les sections 4.2.1(bis), 4.3.4, 4.7.1(vi)(bis) et 8.1.3.1.
112. À la suite des discussions au sein du GTES, le Canada, en tant que président, a présenté le résultat des discussions tel qu'il est résumé dans le document CRD39, soulignant que :
- Le GTES a convenu qu'aucune autre modification n'était nécessaire pour les sections 4.2.1(bis) et 4.7.1 (vi)(bis). Ces sections sont donc restées telles quelles comme convenu lors de la séance plénière.
 - Le GTES a apporté des modifications suivants aux sections 4.3.4 et 8.1.3.1 :
 - **Section 4.3.4:** Réintroduit une formulation qui avait été supprimée en séance plénière et clarifiée des cas dans lesquels le texte s'applique. Plus précisément, il a été convenu de conserver le texte «lorsque le nombre d'aliments emballés individuellement dans le conteneur ne peut pas être facilement compté», mais de le déplacer dans le chapeau de la section 4.3.4 pour préciser qu'il s'agit d'une situation supplémentaire dans laquelle les renseignements requis doivent être fournis sur l'emballage extérieur.
 - **Section 8.1.3.1 :** A supprimé le texte entre crochets et a conservé le reste du texte tel que présenté dans le CRD06, en notant que le texte entre crochets n'était plus nécessaire en raison des modifications apportées à la section 8.1.3.1 proposées dans le CRD06, et qu'il pourrait potentiellement être en contradiction avec d'autres dispositions proposées dans le cadre de ces travaux.
113. Le CCFL, à sa 49^e session, a approuvé les recommandations du GTES telles qu'elles figurent dans le CRD39 et a formulé les remarques suivantes concernant l'esprit de la section 4.7.1(vi)(bis) :
114. Les unités emballées individuellement ne doivent pas nécessairement porter le même type de marquage de date, et la disposition était destinée à traiter les deux situations, lorsque les marquages de date sont du même type et lorsqu'ils diffèrent, comme précisé ci-dessous :
- a) La première partie de la disposition (première phrase) visait à garantir qu'au moins la date la plus rapprochée, quel que soit le type, soit déclarée sur l'emballage extérieur, y compris dans les cas où une date de qualité (p. ex., « meilleur avant ») peut être antérieure à une date liée à la sécurité.
 - b) La deuxième partie de la disposition (deuxième phrase) visait à traiter les considérations relatives à la sécurité sanitaire des aliments en exigeant que, lorsqu'une date «à consommer jusqu'au» ou une date de péremption existe, la date la plus proche de ce type doit également être indiquée.

- c) L'utilisation des mots « au moins » dans la première phrase était délibérée, permettant des situations où une date de qualité est antérieure tout en garantissant que les informations relatives à la sécurité du marquage de date (date limite de consommation ou date d'expiration), ne sont pas omises, même s'il ne s'agit pas de la date la plus rapprochée.
- d) Il était nécessaire d'énumérer les marquages de dates spécifiques pour éviter que le texte ne soit interprété comme incluant d'autres marquage de dates dans les textes d'étiquetage, telles que les dates d'emballage et date de fabrication.

Conclusion générale

115. Le CCFL, à sa 49^e session, a accepté de transmettre les modifications apportées à la *Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (CXS 1-1985): Dispositions relatives aux aliments présentés en emballages groupés y compris présentation commune à la Commission, à sa 49^e session, pour adoption à l'étape 5/8 (avec omission des étapes 6 et 7) (Annexe IV).

DIRECTIVES SUR L'APPLICATION DES DISPOSITIONS D'ÉTIQUETAGE DES DENRÉES ALIMENTAIRES DANS DES SITUATIONS D'URGENCE (Étape 4) (Point 7 à l'ordre du jour)¹⁰

116. Les États-Unis, qui président le GTE/GTV, ont indiqué que le GTE avait mené deux séries de consultations, au cours desquelles des questions essentielles ont été examinées, notamment les mesures visant à prévenir la vente de produits dangereux, la définition relative aux situations d'urgence, ainsi que la clarification des responsabilités des parties prenantes. Les discussions ont également porté sur la manière de structurer les directives afin d'en améliorer la clarté et la lisibilité, tout en conservant une approche de haut niveau, non prescriptive, reposant sur des directives descriptives et des exemples intégrés plutôt que sur des règles rigides.
117. Le président du GTE/GTV a indiqué que le GTV s'était concentré sur la garantie d'un approvisionnement alimentaire sûr et adéquat, la clarification du rôle central des autorités compétentes, les questions de communication entre parties prenantes, ainsi que la nécessité de prendre en compte des enjeux tels que les populations vulnérables, les approches technologiques et l'exigence d'accord des pays importateurs. Sur la base de ces discussions et des commentaires reçus, un projet actualisé de directives a été élaboré, tel que présenté dans le document de séance CRD03, et il a été proposé de l'utiliser comme base des discussions.
118. Le CCFL, à sa 49^e session, a accepté d'utiliser le CRD03 comme base pour l'examen du projet de directives et a pris les décisions exposées dans les paragraphes suivants.

Analyse

119. Le président du CCFL a fait les observations suivantes avant d'ouvrir la discussion:
- a. Les travaux ont été approuvés par la Commission conformément à la procédure établie.
 - b. Reconnu qu'il existe des préoccupations concernant l'utilisation abusive potentielle de ces directives à des fins commerciales ou pour d'autres avantages, soulignant la nécessité de trouver un équilibre entre les flexibilités et la mise en place de mesures de protection.
 - c. Il a été noté que, pendant la COVID-19, de nombreux pays et autorités compétentes ont accordé des flexibilités en l'absence de directives du Codex à l'époque, y compris de toute mesure de protection, et que ces travaux visent à fournir des orientations de haut niveau ainsi que des principes à l'intention des autorités compétentes.
120. Le CCFL, à sa 49^e session, a tenu une discussion générale sur les travaux du GTE et a pris note des points de vue généraux suivants:
- a) Un membre a demandé que le champ d'application soit réduit afin d'exclure de la directive les denrées alimentaires destinés aux nourrissons et aux jeunes enfants. Ce point de vue a été soutenu par quelques membres et deux observateurs.

¹⁰ CX/FL 26/49/7; CX/FL 26/49/7 Add.1 (Commentaires en réponse à la CL 2026/08-FL); CRD03 (rapport du groupe de travail virtuel); CRD15 (Burundi, Cabo Verde, El Salvador, Kenya, Nigéria, Philippines, République de Corée, Sénégal, République-Unie de Tanzanie, Zambie et Programme alimentaire mondial (PAM)); CRD19 (Maroc); CRD20 (Mexique); CRD21 (Équateur); CRD24 (Communauté de l'Afrique de l'Est); CRD26 (Ghana); CRD27 (Panama); CRD28 (Iran); CRD34 (ISDI); CRD35 (IBFAN); CRD37 (Jamaïque); CRD38 (États-Unis d'Amérique, Australie, Nouvelle-Zélande, Canada)

- b) Deux observateurs ont exprimé des préoccupations concernant les risques potentiels associés aux assouplissements en matière d'étiquetage dans les situations d'urgence, estimant que de telles mesures pourraient entraîner des abus, une réduction de la protection des consommateurs, une traçabilité affaiblie et la distribution de produits dangereux ou trompeurs. Ils ont souligné la nécessité de garanties strictes et ont demandé l'exclusion du champ d'application des aliments destinés aux nourrissons et aux jeunes enfants, étant donné que de nombreux pays ne disposaient pas de plans d'urgence adéquats et pourraient donc ne pas être en mesure de détecter un étiquetage inadéquat.
- c) Un observateur a soutenu l'élaboration des directives, notant que les assouplissements temporaires en matière d'étiquetage étaient importants pour faire face aux perturbations des chaînes d'approvisionnement en situation d'urgence et pour garantir l'accès à des aliments sûrs et adéquats sur le plan nutritionnel. Ces assouplissements seraient mis en œuvre dans le cadre des réglementations nationales existantes et des cadres humanitaires en vigueur.

1. Objet

- 121. Le CCFL, à sa 49^e session, a examiné une proposition visant à modifier le projet de disposition afin de prévoir l'approvisionnement en aliments adéquats et sûrs pendant les situations d'urgence, tout en notant que la protection de la santé des consommateurs faisait partie du mandat du Codex.
- 122. La Représentation de l'OMS a noté qu'il manquait dans le projet de texte une référence à la protection de la santé des consommateurs.
- 123. À l'issue d'une brève discussion, le CCFL, à sa 49^e session, est convenue d'harmoniser cette section avec le mandat général du Codex, à savoir protéger la santé des consommateurs et garantir des pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires. La troisième phrase a été modifiée comme suit:

« Elles veillent à ce que les assouplissements en matière d'étiquetage des denrées alimentaires appliqués par les autorités compétentes dans de telles situations d'urgence soient temporaires, justifiés, proportionnés et fondés sur les risques afin de protéger la santé des consommateurs et de garantir des pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires dans des situations incertaines. »

2. Portée

- 124. Le CCFL, à sa 49^e session, a noté qu'un consensus général s'était dégagé au sein du GTV selon lequel les directives étaient destinées à être utilisées uniquement par les autorités compétentes (AC) dans le cadre de leurs administrations et que les autres entités devraient être exclues de leur utilisation. Il a été souligné que le champ d'application des directives devait rester limité aux autorités compétentes afin de permettre à celles-ci d'accorder les assouplissements nécessaires tout en évitant que les situations d'urgence ne soient exploitées de manière abusive.
- 125. Le CCFL, à sa 49^e session, a examiné la proposition visant à exclure du champ d'application les aliments destinés aux nourrissons, aux jeunes enfants et aux autres populations vulnérables, en raison de la vulnérabilité de ces populations consommatrices et de la nécessité de maintenir toutes les garanties d'étiquetage pour ces denrées alimentaires pendant les situations d'urgence afin de faciliter leur préparation et leur utilisation appropriées. Il a été souligné qu'une exclusion générale pourrait restreindre l'accès à des aliments essentiels pour les groupes vulnérables en période de pénurie, et il a été estimé que les autorités compétentes devraient conserver la possibilité d'appliquer, lorsque cela est approprié, des assouplissements temporaires en matière d'étiquetage fondés sur les risques.
- 126. Le CCFL, à sa 49^e session, est convenu:
 - a) que le champ d'application resterait général afin de couvrir tous les aliments, notamment ceux destinés aux nourrissons et aux jeunes enfants, mais a remanié le paragraphe 2.1.1 afin de préciser que les directives sont destinées à être utilisées uniquement par les autorités compétentes.
 - b) Il a également approuvé toutes les autres dispositions figurant à la section 2.

3. Considérations générales relatives aux assouplissements en matière d'étiquetage des denrées alimentaires dans les situations d'urgence

- 127. Le CCFL, à sa 49^e session, a examiné la Section 3 et a approuvé toutes les autres dispositions telles que présentées, tout en apportant des clarifications supplémentaires aux trois sections suivantes:

3.1.9 Utilisation de technologies ou de moyens alternatifs pour fournir des renseignements sur les denrées alimentaires

128. Le CCFL, à sa 49^e session, a noté que cette disposition visait à constituer une garantie permettant de fournir les renseignements manquants sur les denrées alimentaires lorsqu'un assouplissement avait été autorisé, et que, dans les situations d'urgence, des conditions flexibles étaient nécessaires afin de garantir que des questions telles que la sécurité sanitaire des aliments soient traitées en temps utile. Un observateur a fait part de ses préoccupations quant à l'accès à la technologie dans toutes les régions du monde, et en particulier dans les situations d'urgence
129. Il a été convenu de modifier le projet de disposition afin de préciser que les renseignements concernent l'information sur les denrées alimentaires destinée aux consommateurs et aux parties prenantes concernées. La liste des parties prenantes a été supprimée de la disposition.

3.1.10

130. Un membre et un observateur ont demandé l'inclusion du *Code de déontologie du commerce international des denrées alimentaires* (CXC 20-1979) afin de rappeler aux membres la disposition sur l'étiquetage du code international et de la résolution, et d'assurer la cohérence avec les documents du Codex. Le président du CCFL a précisé que le code CXC 20-1979 s'applique de façon générale à toutes les denrées alimentaires introduites dans le commerce international, y compris les transactions concessionnelles et d'aide alimentaire, et que le Code comprend des dispositions relatives à l'étiquetage faux et trompeur qui sont déjà incluses dans l'ébauche des directives.

3.1.11 — Populations vulnérables

131. Le CCFL, à sa 49^e session, a noté que le VWG n'était pas parvenu à un consensus sur cette disposition et que certaines expressions ou certains termes, tels que «populations vulnérables», figuraient entre crochets.
132. La Présidence du CCFL a souligné que l'objectif de cette disposition est de fournir une garantie pour les groupes de populations vulnérables et qu'elle constituait l'une des différentes garanties prévues dans les directives à cette fin. Parmi les autres garanties figuraient notamment la limitation de l'utilisation des directives aux autorités compétentes, leur application fondée sur les risques et limitée dans le temps, la protection contre les étiquetages trompeurs, la prévention des risques liés à la sécurité sanitaire des aliments et la protection contre les usages commerciaux abusifs.
133. Le président du CCFL a proposé un texte de compromis exigeant que les autorités compétentes veillent à ce que les assouplissements proposés n'introduisent pas de risques spécifiques pour la sécurité sanitaire des aliments à l'égard des populations vulnérables dans le pays où les denrées alimentaires seraient consommées.
134. Le CCFL, à sa 49^e session, a pris note des précisions apportées, a approuvé les textes et a entériné les projets de disposition figurant aux points 3.19, 3.1.10 et 3.1.11..

4. Mise en œuvre et suivi des assouplissements autorisés

3.2.2 — Accord avec le pays importateur

135. Le CCFL, à sa 49^e session, a discuté de la nécessité d'obtenir l'accord de l'autorité compétente du pays importateur lorsque des produits soumis à une flexibilité en matière d'étiquetage étaient exportés, et a révisé la disposition du projet afin de prévoir la conclusion d'accords avant l'exportation, c'est-à-dire,

« Reconnaître que tout assouplissement mis en œuvre dans leur administration est soumis à l'accord préalable des autorités compétentes du pays importateur, dans le cas où ces produits seraient exportés. »

136. Le président du CCFL:

- a) a noté que le Comité était parvenu à un large consensus sur le projet de directives sur l'application des dispositions d'étiquetage des denrées alimentaires dans des situations d'urgence, en relevant que toutes les questions en suspens avaient été résolues et qu'aucune disposition ne figurait plus entre crochets;
- b) a noté que le texte final établissait un équilibre approprié entre flexibilité et mesures de sauvegarde, soulignant qu'il contenait des dispositions suffisantes pour garantir la sécurité sanitaire des aliments, prévenir les informations trompeuses et guider les autorités compétentes dans l'application de assouplissements temporaires et fondés sur le risque en matière d'étiquetage lors de situations d'urgence.
- c) a proposé que le projet de directives soit prêt à avancer dans la procédure par étapes.

137. Le CCFL, à sa 49^e session, a approuvé la proposition du président de transmettre le texte pour adoption finale par la Commission.

138. Deux observateurs ont réitéré leurs préoccupations selon lesquelles les directives ne comportaient pas de dispositions suffisantes pour assurer une protection renforcée des nourrissons, des jeunes enfants et des autres groupes vulnérables, et ont maintenu leur position selon laquelle les préparations pour nourrissons et les aliments destinés aux nourrissons et aux jeunes enfants devraient être exclus des assouplissements en matière d'étiquetage dans les situations d'urgence, tout en appelant à des garanties plus strictes.

Conclusion

139. Le CCFL, à sa 49^e session, est convenu de:
- i. transmettre les directives sur l'application des dispositions d'étiquetage des denrées alimentaires dans des situations d'urgence à la Commission, à sa 49^e session, pour adoption finale à l'étape 5/8;
 - ii. informer les autres comités du Codex de l'achèvement des travaux sur les directives sur l'application des dispositions d'étiquetage des denrées alimentaires dans des situations d'urgence.

TRAVAUX FUTURS ET QUESTIONS NOUVELLES (point 8 de l'ordre du jour)¹¹

140. Le Kenya, à titre d'auteur du document de travail, présente le point et résume les principales conclusions fondées sur le document de travail actualisé, en tenant compte des commentaires reçus en réponse à la lettre circulaire CL 2025/42-FL. Il a été expliqué que le document portait sur les domaines suivants : 1) les travaux potentiels pour le CCFL; 2) des questions nouvelles pertinentes pour le CCFL; 3) des propositions concernant des domaines de travail déjà examinés par le CCFL; et 4) un tableau d'inventaire des potentiels travaux futurs du CCFL.
141. Le CCFL, à sa 49^e session, a également été informé que trois membres et trois organisations observatrices avaient répondu à la lettre circulaire et qu'un nouveau travail potentiel pour le CCFL, de même que deux propositions de nouveaux travaux accompagnées de documents de projet, avaient été soumis à l'examen du CCFL, à sa 49^e session. Aucune nouvelle question pertinente pour le CCFL n'a été soulevée.

Aliments ultra-transformés (AUT)

142. Le CCFL, à sa 49^e session, a pris note de la recommandation du Kenya visant à retirer de l'inventaire des éléments «travaux antérieurs identifiés par le comité» le point relatif aux aliments ultra-transformés (UPF), qui avait été soumis comme nouveau sujet de travail potentiel pour le CCFL, celui-ci n'ayant pas été précédemment discuté au sein du Comité, et à examiner s'il devrait être inclus dans un inventaire des *nouveaux travaux potentiels*.
143. Le président du CCFL, en faisant référence à la recommandation du Kenya, invite les membres à exprimer leur point de vue sur la possibilité d'inclure le thème des AUT dans le tableau d'inventaire.
144. Les membres ont noté qu'aucun document de discussion ou de projet sur les AUT n'avait été soumis pour appuyer le lancement des travaux et qu'il n'existe actuellement aucun consensus scientifique clair sur la définition d'« aliment(s) ultra-transformé(s) » (AUT). En outre, il a également été précisé que la pertinence de la question des AUT par rapport au mandat du CCFL, en particulier en ce qui concerne l'étiquetage des denrées alimentaires, n'était pas suffisamment claire à ce stade et qu'il était donc trop tôt pour entamer de nouveaux travaux dans ce domaine.
145. Le Secrétariat du Codex a souligné l'importance de cerner clairement le problème à traiter, en s'appuyant sur un document de travail, avant d'entamer de nouveaux travaux dans le Codex.

Conclusion

146. Compte tenu de l'absence de documents de travail et des opinions exprimées par les membres, le CCFL, à sa 49^e session, a décidé de supprimer les AUT du tableau d'inventaire figurant dans l'annexe du document de travail. Il a par ailleurs noté que, toutefois, le sujet pourrait être réexaminé dans le futur si une proposition bien définie et étayée par un document de travail et un document de projet était soumise.

Plan stratégique prospectif pour la CCFL

147. La présidence du CCFL a noté que le CCFL, à sa 49^e session, a accepté de soumettre trois points pour adoption finale et qu'il aura donc la capacité d'examiner des sujets supplémentaires lors de ses prochaines séances.

¹¹ CX/FL 26/49/8; CRD16 (Burundi, Kenya, la République-Unie de Tanzanie, IFT); CRD21 (Équateur); CRD24 (Communauté d'Afrique de l'Est); CRD36 (IUFOST); CRD37 (Jamaïque)

148. Dans ce contexte, la Présidence a suggéré que le moment était venu d'envisager l'élaboration d'un document de discussion sur un plan de travail stratégique futur pour le CCFL. Le plan prévisionnel pourrait permettre au CCFL d'établir des priorités pour ses travaux futurs, d'entreprendre un examen systématique, potentiellement pluriannuel, des textes existants du Codex élaborés par le CCFL afin d'évaluer leur pertinence continue, et d'identifier les moyens de renforcer la mise en œuvre des normes afin de soutenir l'utilisation efficace des textes du CCFL.
149. Le Secrétariat du Codex a informé le CCFL, à sa 49^e session, que d'autres comités du Codex avaient également entamé des réflexions similaires pour hiérarchiser les travaux et renforcer l'impact et l'utilisation des normes du Codex, en soulignant l'importance de trouver des partenaires (par exemple la FAO, l'OMS et les observateurs) pour appuyer les activités de renforcement des capacités de manière à améliorer la compréhension et la mise en œuvre des normes du Codex.
150. Les membres ont pour la plupart soutenu la proposition d'élaborer le plan stratégique prévisionnel et d'envisager la création d'un document de travail pour orienter ces travaux lors du CCFL, à sa 50^e session, soulignant l'établissement d'un cadre structuré pour entreprendre un examen des textes existants du Codex, qui nécessitent une mise à jour en fonction de l'évolution des connaissances scientifiques et des changements réglementaires et de prioriser les activités futures.
151. Une clarification a été demandée concernant la responsabilité de la révision des textes existants du Codex et le Secrétariat du Codex a expliqué qu'en général, la révision des textes existants est entreprise en collaboration entre le Comité du Codex concerné et le Secrétariat du Codex. Le Secrétariat du Codex a en outre précisé qu'il pourrait jouer un rôle plus direct uniquement dans les cas où un comité est ajourné indéfiniment.

Conclusion

152. Le CCFL, à sa 49^e session, est convenu de:
 - i. élaborer un plan stratégique pour le CCFL, qui comprendrait des éléments comme la nécessité et la priorisation de l'examen des textes existants, la définition des travaux futurs et des questions nouvelles, les approches et activités potentielles de renforcement des capacités visant à améliorer l'application des normes d'étiquetage des denrées alimentaires du Codex et des textes connexes.
 - ii. Demander à la Nouvelle-Zélande, en tant que présidente, et à l'Australie, en tant que coprésidente, d'élaborer un document de travail, avec l'aide du pays hôte (Canada) et des secrétariats du Codex.
 - iii. Demander au Secrétariat du Codex de publier une lettre circulaire invitant les membres et les observateurs à contribuer à l'élaboration du document de travail sur les propositions de nouveaux travaux (par exemple, les questions nouvelles et émergentes et les révisions du texte existant).

Proposition pour de nouveaux travaux sur l'application des dispositions relatives à l'étiquetage des denrées alimentaires aux boissons alcoolisées¹²

153. La République-Unie de Tanzanie, au nom des coauteurs, a présenté ce point, mettant en lumière les approches réglementaires divergentes en matière d'étiquetage des produits alcoolisés, vu l'absence d'orientations internationales claires et coordonnées. Il a été souligné que la proposition visait à mettre à jour les normes et directives pertinentes du Codex afin de garantir une information transparente et précise aux consommateurs, de prévenir les allégations trompeuses susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé et d'assurer des pratiques commerciales loyales en comblant une lacune dans les textes existants du Codex concernant les dispositions d'étiquetage claires et cohérentes pour les boissons alcoolisées.

Analyse

154. Le CCFL, à sa 49^e session, a examiné le document de travail et a pris note des points de vue exprimés par les délégations.
155. Les délégués qui ont soutenu la proposition ont exprimé les divers points de vue qui suivent.
 - a. Le besoin d'harmonisation et de clarté : La divergence des réglementations nationales existantes risque d'entraîner des incohérences et des obstacles au commerce. Une clarification de la manière dont les dispositions existantes du Codex s'appliquent aux boissons alcoolisées favoriserait une mise en œuvre cohérente et prévenir les différends commerciaux liés aux lois nationales sur l'alcool.

¹² CX/FL 26/49/8 Add.1; CRD17 (Burundi, Brésil, Cabo Verde, El Salvador, Union européenne, Inde, Japon, Nigeria, République de Corée, Sénégal, République-Unie de Tanzanie, Zambie, FIVS, OIV, NCDA); CRD20 (Mexique); CRD23 (États-Unis d'Amérique); CRD24 (Communauté d'Afrique de l'Est); CRD26 (Ghana); CRD32 (République dominicaine); CRD33 (Australie)

- b. Lacunes et manque de clarté dans les textes existants du Codex : Bien que les boissons alcoolisées entrent dans la définition des denrées alimentaires, les libellés actuels n'abordent pas adéquatement les aspects spécifiquement liés à l'alcool (par exemple, la teneur en alcool, les allégations nutritionnelles et de santé), ce qui entraîne une application incohérente de la législation de la part des différents pays.
- c. Protection des consommateurs et santé publique: La consommation d'alcool présente des risques importants pour la santé, notamment des cancers et un étiquetage plus clair et plus cohérent améliorerait l'information, la transparence et la prise de décision éclairée pour les consommateurs.
- d. Renseignements pour les consommateurs: compte tenu des lacunes actuelles en matière de connaissances, l'étiquetage a un rôle à jouer pour ce qui est de fournir des renseignements clairs aux consommateurs. Il s'agit d'une question pertinente aux objectifs du Codex sur la protection de la santé des consommateurs.
- e. Harmonisation avec le mandat du Codex : La proposition serait opportune et en accord avec les objectifs de protection de la santé des consommateurs et de garantie de pratiques loyales pour le commerce des denrées alimentaires.
- f. Faire progresser les travaux selon une approche progressive, par l'intermédiaire d'un groupe de travail sur l'environnement (GTE) : La création d'un GTE serait un mécanisme approprié pour affiner le champ d'application et élaborer des projets de dispositions.

156. Les délégués qui n'ont pas soutenu la proposition ont exprimé les points de vue qui suivent.

- a. Absence de besoin avéré et d'un cadre existant adéquat : Les normes Codex existantes s'appliquent déjà aux boissons alcoolisées et fournissent des orientations adéquates, et il n'a pas été clairement démontré que les différences entre les différentes réglementations nationales créent des obstacles importants au commerce. Par conséquent, la proposition n'a pas été jugée prioritaire et a été considérée comme ne reflétant pas les besoins des membres ou comme ne constituant pas une utilisation efficace des ressources limitées du Codex.
- b. Risque de duplication et de chevauchement : La proposition pourrait engendrer une duplication ou un chevauchement des textes existants du Codex, des instruments de l'OMS et les normes internationales telles que l'OIV.
- c. Inquiétudes quant au champ d'application et au mandat : La proposition pourrait aller au-delà du mandat technique du Codex, en soulevant potentiellement des questions de politique de santé publique ou d'interprétations qui pourraient ne pas correspondre aux objectifs du Codex.
- d. Préoccupations d'ordre réglementaire et commercial: Les risques de surréglementation, d'alourdissement du fardeau administratif et de création d'obstacles techniques affectant le commerce ont été mis en évidence, notamment les incohérences possibles avec les systèmes de réglementation nationaux et les incidences sur l'industrie. Il a été souligné qu'il n'y ait aucun obstacle connu au commerce. Il a également été expliqué que, dans certains contextes nationaux, les boissons alcoolisées n'étaient pas considérées comme des « denrées alimentaires » à des fins réglementaires.
- e. Préférence pour une réglementation à l'échelle nationale : L'étiquetage des boissons alcoolisées est mieux réglementé à l'échelle nationale et devrait continuer de relever des autorités nationales, particulièrement en ce qui concerne les étiquettes de mise en garde.
- f. Préoccupations liées au processus: Des préoccupations ont été soulevées concernant la référence aux recommandations de l'OMS comme justification des travaux, le rôle de l'OMS dans l'élaboration et la promotion de la proposition, ainsi que les implications potentielles pour le processus du Codex, piloté par ses membres.
- g. Examen des discussions antérieures du CCFL : la proposition a déformé et n'a pas tenu pleinement compte des discussions tenues lors des séances précédentes du CCFL, en particulier le CCFL, à sa 48^e session.

157. La Tanzanie a pris acte des préoccupations soulevées quant à la portée de la proposition et au risque de duplication des efforts, et a indiqué qu'elle était ouverte aux suggestions en faveur d'une approche plus ciblée et progressive, avec une large participation des membres. La délégation a proposé de donner la priorité aux domaines dans lesquels il semble y avoir une plus grande convergence, en particulier la déclaration de la teneur en alcool et la restriction concernant les allégations trompeuses.

158. La Tanzanie a précisé que l'intention de cette proposition n'était pas que le Codex réglemente la consommation d'alcool, mais plutôt qu'il examine les dispositions relatives à l'étiquetage dans le cadre du mandat du CCFL. Bien que les textes existants du Codex soient applicables, leur interprétation et leur application aux questions spécifiques sur l'étiquetage des produits alcoolisés n'étaient pas toujours suffisamment claires ou cohérentes. Les éléments plus complexes, comme les informations relatives à la santé et l'étiquetage nutritionnel, pourraient être abordés à un stade ultérieur. La délégation a indiqué qu'elle était disposée à : (i) affiner le champ d'application, conformément aux recommandations issues de la séance; et (ii) élaborer des solutions pouvant être soumises à l'examen du CCFL, à sa 50^e session.
159. Bien que des avis aient été exprimés en faveur d'un affinement du champ d'application, commentaires des délégations opposées aux nouveaux travaux, dont les réponses ont été les suivantes : plusieurs délégations ont déclaré qu'une réduction du champ d'application ne permettrait pas de répondre aux préoccupations fondamentales. En réponse à une proposition visant à constituer un GTE pour développer la proposition de nouveaux travaux, certains membres et observateurs ont également indiqué qu'une telle constitution ne serait pas appropriée en l'absence de consensus sur les nouveaux travaux, estimant par ailleurs que d'autres propositions révisées devraient plutôt être élaborées par les membres intéressés et soumises lors d'une séance ultérieure.
160. Le président a noté les divergences et l'absence de consensus pour entamer de nouveaux travaux et a proposé que les discussions soient suspendues et que le sujet soit maintenu dans l'inventaire des travaux futurs.

Conclusion

161. Le CCFL, à sa 49^e session:
- i. a noté qu'il n'y avait pas de consensus pour entamer de nouveaux travaux sur l'étiquetage de l'alcool à l'heure actuelle.
 - ii. est convenu que le sujet sera maintenu dans l'inventaire des travaux futurs du CCFL.
 - iii. Il est noté que cela n'exclut pas la possibilité pour les membres de préparer un document de discussion qui tient compte des discussions de la CCFL, à sa 49^e session, avec un champ d'application plus limité pour examen par le CCFL à un autre moment dans l'avenir.

Proposition de nouveaux travaux sur une définition directrice visant une application plus uniforme des dispositions relatives à l'étiquetage des « petits emballages » et aux exemptions connexes prévues dans les textes existants du Codex¹³

162. L'International Chewing Gum Association (ICGA), en tant qu'auteur du document, a présenté le point et a précisé que ce travail serait axé sur l'élaboration d'une définition de « petit emballage » couvrant une large gamme d'aliments et de boissons, dans le but d'assurer une application plus uniforme des dispositions existantes du Codex en matière d'étiquetage et des exemptions correspondantes. L'ICGA a précisé que la proposition visait à élaborer une définition unique et globale applicable aux références déjà incluses dans les textes du Codex, sans revoir la définition existante de la « petite unité ».
163. L'ICGA a précisé que le principal objectif du nouveau travail proposé serait d'élaborer (a) une description de ce qui constitue un « petit emballage » (critères qualitatifs de la définition), (b) un ensemble pertinent de mesures/références de dimensionnement (critères quantitatifs de la définition); et (c) un ensemble de recommandations pour une flexibilité complète quant à la façon dont les membres du Codex peuvent décider de mettre en œuvre une telle définition aux niveaux national ou régional (critères de mise en œuvre de la définition).
164. Le président a demandé à un membre, quel qu'il soit, d'appuyer les travaux avant le début de la discussion, car cette proposition a été soumise par un observateur et, conformément au Manuel de procédure du Codex, un membre devra prendre la direction des travaux pour qu'ils puissent être menés à bien. Le Panama a exprimé sa volonté de diriger les travaux s'ils sont approuvés.

Analyse

165. Les délégués ont exprimé leur appréciation de la proposition et ont pour la plupart appuyé les nouveaux travaux, notant que l'absence d'une définition claire de « petits emballages » dans les textes du Codex pouvait donner lieu à différentes interprétations, à des incohérences potentielles et à d'éventuelles entraves au commerce. Les partisans de cette proposition considèrent que l'élaboration d'une nouvelle définition assurerait une certaine clarté et améliorerait la cohérence dans l'application des dispositions en matière d'étiquetage, tout en préservant la flexibilité nécessaire à leur mise en œuvre à l'échelle nationale.

¹³ CX/FL 26/49/8 Add.2 ; CRD18 (Burundi, Kenya, Nigeria, République-Unie de Tanzanie); CRD20 (Mexique); CRD24 (Communauté d'Afrique de l'Est); CRD26 (Ghana); CRD27 (Panama); CRD28 (Iran); CRD37 (Jamaïque)

166. Les membres et observateurs favorables à cette proposition ont estimé que l'élaboration d'une définition permettrait de clarifier et d'améliorer la cohérence dans l'application des dispositions relatives à l'étiquetage, tout en maintenant la flexibilité nécessaire à une mise en œuvre nationale.
167. Les membres qui n'ont pas soutenu la proposition de nouveaux travaux ont fait valoir qu'il n'y avait pas de besoin technique ou de santé publique démontré justifiant le lancement de nouveaux travaux, que les définitions nationales et les cadres réglementaires existants couvraient déjà le concept, rendant inutile toute nouvelle élaboration par le Codex; qu'il n'y avait pas assez d'éléments de preuves pour établir que l'absence de définition du Codex créait des obstacles concrets au commerce. Ils ont en outre souligné que le problème semblait résulter de divergences dans l'application à l'échelle nationale, plutôt que du manque d'une définition au niveau du Codex. Dans ce contexte, des inquiétudes ont été exprimées quant à la valeur ajoutée de l'introduction d'une nouvelle définition, d'autant plus qu'il existe déjà une définition du concept de « petite unité », mais qu'elle est appliquée de manière incohérente d'une juridiction à l'autre.
168. Le président, notant le soutien général exprimé par les membres, a suggéré de revoir le document de projet en vue de transmettre le nouveau travail pour approbation par la Commission du Codex Alimentarius, si un consensus peut être atteint.
169. Toutefois, en raison du manque de temps pour examiner l'intégralité du document de projet, il a été convenu de maintenir le point dans l'inventaire des possibles travaux futurs et de publier une CL afin de faciliter les révisions du document de projet en vue d'un examen plus approfondi lors de la prochaine séance.

Conclusion

170. Le CCFL, à sa 49^e session, est convenu:
- i. de maintenir ce point dans le tableau d'inventaire sous le point à l'ordre du jour relatif aux travaux futurs et à l'orientation du CCFL, en notant le soutien général des membres en faveur de nouveaux travaux.
 - ii. de demander au Secrétariat du Codex de publier une lettre circulaire sollicitant les observations des membres sur le document de projet;
 - iii. que le Panama, en collaboration avec l'ICGA, mettra à jour le document de discussion et le document de projet, en tenant compte des commentaires faits au CCFL, à sa 49^e session, pendant la séance plénière et dans les CRD ainsi que des commentaires écrits reçus en réponse à la CL, pour examen par le CCFL50.

AUTRES QUESTIONS (Point 9 à l'ordre du jour)

171. Le CCFL, à sa 49^e session, a pris note qu'il n'y avait pas d'autres questions à examiner.

DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION (Point 10 à l'ordre du jour)

172. Le CCFL, à sa 49^e session, a été informé que sa 50^e session était provisoirement prévue dans 18 mois, avec un lieu à confirmer, les dispositions finales étant soumises à la confirmation du pays hôte et du Secrétariat du Codex.

LIST OF PARTICIPANTS
LISTE DES PARTICIPANTS
LISTA DE PARTICIPANTES

CHAIRPERSON - PRÉSIDENT – PRESIDENTE

Dr Parthiban Muthukumarasamy
Director General, International Policy & Trade Directorate
Canadian Food Inspection Agency
Ottawa

MEMBERS NATIONS AND MEMBER ORGANIZATIONS**ÉTATS****MEMBRES ET ORGANISATIONS MEMBRES****ESTADOS MIEMBROS Y ORGANIZACIONES MIEMBROS****ARGENTINA - ARGENTINE**

Ms María Celina Moreno
Responsable del Área de Nutrición
Secretaría de Agricultura, Ganadería y Pesca
Ciudad Autónoma de Buenos Aires

Mrs Silvana Ottonello
Asesora Técnica
COPAL
Buenos Aires

Ms Romina Zylberman
Técnica
Ministerio de Salud
Buenos Aires

AUSTRALIA - AUSTRALIE

Dr Stephanie Betz
Director - Labelling and Information Standards
Food Standards Australia New Zealand
Canberra

Mr Derek Castles
Nutritionist - Labelling and Information Standards
Food Standards Australia New Zealand
Canberra

Ms Emily Dawson
Assistant Director – Labelling and Information
Food Standards Australia New Zealand
Canberra

Ms Jasmine Lacis-Lee
President - Allergen Bureau
Director - Food Science Centre at Merieux NutriSciences
Assure Quality
Brisbane

BARBADOS - BARBADE

Mrs Cheryl Lewis
Chief Technical Officer - Acting
Barbados National Standards Institution (BNSI)
BRIDGETOWN

BELGIUM - BELGIQUE - BÉLGICA

Mr Jean Pottier
Regulatory Expert Food Labelling, Nutrition and Health
Claims
FPS Health, Food Chain Safety and Environment Animal,
Plant and Food Directorate
Brussels

Mr César Timmerman
Attaché
FPS economy
Brussels

BRAZIL - BRÉSIL - BRASIL

Mr Rodrigo Martins De Vargas
Specialist on Regulation and Health Surveillance
Brazilian Health Regulatory Agency (ANVISA)
Brasília

Ms Cristiane Elisa De Souza Goto Foja
Executive President
Brazilian Beverage Association (ABRABE)
São Paulo - SP

Ms Aline Adriane Lima Passarella
Regulatory Affairs Lead Latam
Brazilian Food Industry Association (ABIA)
São Paulo

Mr Fabio Miranda Da Rocha
Specialist on Regulation and Health Surveillance
Brazilian Health Regulatory Agency (ANVISA)
Brasília/DF

Ms Luciana Pimenta Ambrozevicius
Federal Agricultural Inspector
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply - MAPA
Brasília-DF

Mr Eduardo Yassue Nascimento Silva
Scientific and Regulatory Affairs Director
CNI - National Confederation of Industry
Brasília-DF

BURUNDI

Mr Ruracenyeka Eric
TC Secretary of EASC/TC on Food Labelling
Burundi Bureau of Standards
Bujumbura

CABO VERDE

Mrs Janete Tavares
Food Safety Technician
Independent Health Regulatory Authority
Praia

CAMEROON - CAMEROUN - CAMERÚN

Mr Awal Mohamadou
Conseillé Technique
Agence des Normes et de la Qualité
Yaoundé

Mr Medi MOUNGUI
Ambassade du Cameroun à Rome
Rome

Mrs Angeline Aimee Ouahouo Tchouinwo Epse Kouokam
Cadre
Agence des Normes et de la Qualité

CANADA - CANADÁ

Ms Jodi White
Policy and Program Manager
Canadian Food Inspection Agency
Ottawa

Mr Michael Abbott
Subject Matter Expert - Food Allergens
Health Canada
Ottawa

Ms Lena Auneau
Trade Policy Analyst
Technical Barriers and Regulations
Global Affairs Canada
Ottawa

Dr Alfred Aziz
Director, Bureau of Nutritional Sciences
Health Canada
Ottawa

Mr Jean-Marc Gélinas
Scientific Evaluator
Health Canada
Ottawa

Mr Alexander Parsalidis
Trade Policy Analyst
Agriculture and Agri-Food Canada
Ottawa

Mrs Beatrice Povolo
Director, Food Safety & Regulatory Affairs
Food Allergy Canada
Toronto

Mrs Laura Reid
National Manager, Food Labelling
Canadian Food Inspection Agency
Nepean

Ms Sabrina Sengupta
Program and Policy Leader
Canadian Food Inspection Agency
Ottawa

Mrs Amelie Vega
Senior Program Analyst - Codex
Canadian Food Inspection Agency
Ottawa

CHILE - CHILI

Mr Leonardo Pizarro
Asesor Técnico
Servicio Nacional del Consumidor (SERNAC), Ministerio de
Economía, Comercio y Turismo
Santiago

Mr Moisés Leiva
Gerente de Alimentos
Chile alimentos A.G.
Santiago

Mr Víctor Rivera
Coordinador de Asuntos Internacionales y Regulatorios
Agencia Chilena para la Inocuidad y Calidad Alimentaria
(ACHIPIA), Ministerio de Agricultura
Santiago

Mr Nicolás Tobalina Cortés
Punto Focal de Codex
Agencia Chile para la Calidad e Inocuidad Alimentaria
(ACHIPIA), Ministerio de Agricultura
Santiago

CHINA - CHINE

Mr Yongting Wang
Director General
China National Center for Food Safety Risk Assessment
Beijing

Mr Muyu Liu
Director of General Office
Department of Food Production and Distribution Safety
State Administration of Market Regulation
Beijing

Mr Hui Sun
Senior Engineer/Section Chief
China Green Food Development Center
Beijing

Prof Yongning Wu
Chief Scientist
China National Center for Food Safety Risk Assessment
Beijing

Ms Ru Xu
Director
Department of Science and Technology, Education and
International Cooperation

China National Center for Food Safety Risk Assessment
Beijing

Mr Hangyu Yu
Associate Researcher
China National Center for Food Safety Risk Assessment
Beijing

Eng Wenmei Zhang
Engineer
GS1 China
Beijing

Ms Luhan Zhang
Research Intern
China National Center for Food Safety Risk Assessment
Beijing
Mr Feng Zhang
Professor-level Senior Agronomist/Section Chief
Center of Agro-product Safety and Quality, Ministry of
Agriculture and Rural Affairs, P.R.C
Beijing

COLOMBIA - COLOMBIE

Eng Sandra Patricia Osorio Abello
Profesional Universitaria
Instituto Nacional de Vigilancia de Medicamentos y
Alimentos - Invima
Bogotá

COSTA RICA

Mrs Melina Flores Rodríguez
Asesora Codex
Ministerio de Economía Industria y Comercio
Tibás

Mrs Mónica Elizondo Andrade
Miembro del Comité Nacional del Codex
Cámara Costarricense de la Industria Alimentaria (CACIA)
San José

CYPRUS - CHYPRE - CHIPRE

Mr Herodotos Herodotou
Head of Public Health Services
Ministry of Health
Nicosia

Mrs Adrienn Barna
Political Administrator
Council of the European Union
Brussels

Mrs Marianthi Christou
Environmental Health Officer
Ministry of Health
Paphos

Mrs Agathi Marathefti
Veterinary Officer
Cyprus Veterinary Services / Ministry of Agriculture
Nicosia

Mr Yiannis Violaris
Public Health Officer A'
Ministry of Health
Nicosia

Mr Savvas Yennaris
Veterinary Officer
Veterinary Services - Cyprus
Nicosia

DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
REPÚBLICA DEMOCRÁTICA DEL CONGO

Dr Miziela Mparawa Jean Benoit
Membre du Secrétariat National Codex
Secrétariat Technique Comité National Codex
Kinshasa

DOMINICAN REPUBLIC
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE
REPÚBLICA DOMINICANA

Mrs Saghie Elena Balcacer Kury
Counsellor
Embassy of the Dominican Republic
Ottawa

ECUADOR - ÉQUATEUR

Mrs Tatiana Gallegos
Analista
Ministerio de Salud Pública

EGYPT - ÉGYPT - EGIPTO

Dr Zienab Mosad Abdelrazik Abdelrahman
Food Standards Specialist
Egyptian Organization for Standardization and Quality
(EOS)
Cairo

EL SALVADOR

Mrs Melissa González
Analista Senior de Registro de Alimentos y Bebidas
Superintendencia de Regulación Sanitaria
Santa Tecla

Mr Emiliano Arévalo Colacho
Jefe de Seguridad y Calidad,
Defensoría del Consumidor
Antiguo Cuscatlan

Mrs Claudia Patricia Guzmán
Jefa del Punto de Contacto Codex
Organismo Salvadoreño de Reglamentación Técnica
San Salvador

ESTONIA - ESTONIE

Ms Hellika Kallaste
Adviser
Ministry of Regional Affairs and Agriculture
Tallinn

EUROPEAN UNION - UNION EUROPÉENNE - UNIÓN EUROPEA

Mr Sebastien Goux
Deputy Head of Unit
European Commission
Brussels

Ms Olga Goulaki
Policy Officer
European Commission
Brussels

Mr Alexander Rogge
Policy Officer
European Commission
Brussels

Ms Irene Seipelt
EU Codex Contact Point
European Commission
Brussels

FINLAND - FINLANDE - FINLANDIA

Mr Hannu Miettinen
Senior Ministerial Adviser, Legal Affairs
Ministry of Agriculture and Forestry

FRANCE - FRANCIA

Ms Sophie Dussours
Rédactrice
Ministère de l'Économie et des Finances
Paris

GAMBIA - GAMBIE

Mr Mamodou Bah
Director General
Food Safety and Quality Authority
Banjul

Ms Mary Johnson
Director
Food Safety and Quality Authority
Banjul

GEORGIA - GÉORGIE

Mr Zurab Zurashvili
Head of the Department
National Food Agency
Tbilisi

Mrs Lela Dzadzamia
Senior Specialist
National Food Agency
Tbilisi

GERMANY - ALLEMAGNE - ALEMANIA

Mr Nikolas Roh
Deputy Head of Division
Federal Ministry of Agriculture, Food and Regional Identity
Berlin

GHANA

Mrs Alice Esi Donya
Director of Standards
Ghana Standards Authority
Accra

Mr Godwin Andinaan
HOD Partnership and Investment
Ghana Standards Authority

Doreen Afi Gyau Koranteng
Codex Contact Point Manager
Ghana Standards Authority
Accra

Ms Lilian Kabukuor Manor
Scientific Officer
Ghana Standards Authority
Accra

Mrs Nora Narkie Terlabie
Director
Food and Drugs Authority
Accra

GUATEMALA

Ms Lesli Lorena Archila Sandoval
Codex Secretary
Ministry of Agriculture
Guatemala

Mr Marco Tulio Prado
Asesor Técnico
ANFAL
Guatemala

Mrs Ursula Ixmucané Quintana Chavarria
Asesora Técnica
CACIF
Guatemala

GUYANA

Mr Robert Ross
QHSE/Strategic Business Manager
Sterling Products Ltd/ Guyana Manufacturers and Services
Association
Georgetown

HAITI - HAÏTI - HAÏTÍ

Mr Monorde Civil
Directeur
Bureau Haïtien de Normalisation (BHN)
Port-au-Prince

Mr Markundy Exil
Professionnel Senior I
Bureau Haïtien de Normalisation (BHN)
Port-au-Prince

HONDURAS

Ms Fany Cárcamo
Jefa de Reglamentación Técnica
Secretaría de Desarrollo Económico
Tegucigalpa

Mr Ronnie Neda
Técnico en Reglamentación
Secretaría de Desarrollo Económico
Tegucigalpa

HUNGARY - HONGRIE - HUNGRÍA

Ms Dorottya Júlia Géher
Coordination Officer
Ministry of Agriculture
Budapest

INDIA - INDE

Mr Devesh Deval
Joint Secretary
Ministry of Food Processing Industries
Government of India
New Delhi

Dr Satyen Kumar Panda
Advisor
Food Safety and Standards Authority of India, Ministry of
Health and Family Welfare
Government of India
New Delhi

Mr Ajith Kumar K.
Deputy Commissioner (Dairy Development) Ministry of
Fisheries, Animal Husbandry and Dairying
Government of India, New Delhi

Mr Shailender Kumar
Deputy Director
Food Safety and Standards Authority of India
Ministry of Health and Family Welfare
Government of India
New Delhi
Dr Subbraj T
Scientist C
Spices Board India
Ministry of Commerce & Industry,
Govt. of India
Mumbai

Mr Ganesh Vishweshwar Bhat
Assistant Director (Technical)
Food Safety and Standards Authority of India
Ministry of Health and Family Welfare
Government of India
New Delhi

INDONESIA - INDONÉSIE

Ms Utami Hudi Astuti
Food Standardization Officer
Indonesian Food and Drug Authority
Jakarta

Ms Priska Prina Febyanti
Food Standardization Officer
Indonesian Food and Drug Authority
Jakarta

Ms Tatiana Samantha Putri
Food Standardization Officer
Indonesian Food and Drug Authority
Jakarta

Mrs Dyah Setyowati
Food Standardization Officer
Indonesian Food and Drug Authority
Jakarta

IRELAND - IRLANDE - IRLANDA

Ms Elaine Madden
Senior Technical Executive, Regulatory Affairs
Food Safety Authority of Ireland

Dr Clare O'Donovan
Public Health Nutrition Safety Manager
Food Safety Authority of Ireland

Ms Jane Maria Power
Principal Environmental Health Officer
Department of Health

Ms Monica Zamfirescu
Veterinary Inspector
Department of Agriculture Food and the Marine (DAFM)

ITALY - ITALIE - ITALIA

Mr Giulio Cardini
Policy Officer
Ministry of Agriculture, Food Sovereignty and Forests -
Ministero dell'agricoltura, della sovranità alimentare e delle
foreste, MASAF
Rome

JAMAICA - JAMAÏQUE

Mrs Phillippa Bennett
Unit Head, Technical Regulation Unit
Bureau of Standards Jamaica
Kingston

JAPAN - JAPON - JAPÓN

Mr Hidekazu Hosono
Technical Advisor
Japan Soft Drink Association
Tokyo

Ms Miki Machida
Associate Director
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries
Tokyo

Dr Sanae Matsuyama
Deputy Director
Consumer Affairs Agency, Japan
Tokyo

Ms Michiko Oide
Deputy Director
Consumer Affairs Agency, Japan
Tokyo

Mr Yuta Onishi
Chief
National Tax Agency, Japan
Tokyo

Dr Kikuko Sakai
Section Chief
Consumer Affairs Agency
Tokyo

Mr Tsuyoshi Tada
Deputy Director
Consumer Affairs Agency, Japan
Tokyo

Dr Norimasa Tamehiro
Technical Advisor
National Institute of Health Sciences
Kanagawa Prefecture

Mr Yuki Tamura
Deputy Director
National Tax Agency, Japan
Tokyo

KENYA

Dr Allan Azegele
Director of Veterinary Services
Ministry of Agriculture and Livestock Development
Nairobi

Mr Peter Mutua
Manager – Food Standards
Kenya Bureau of Standards
Nairobi

Ms Maryann Kindiki
Manager, National Codex Contact Point
Kenya Bureau of Standards
Nairobi

Mr Martin Masibo
Manager
Kenya Bureau of Standards
Nairobi

LATVIA - LETTONIE - LETONIA

Ms Gunta Evardsons
Deputy Head of Division
Ministry of Agriculture of the Republic of Latvia
Riga

MADAGASCAR

Mrs Lantomalala Raharinosy
Point de Contact du Codex
Ministère du Commerce et de la Consommation
Antananarivo

Mr Didier Henintsoa Andrianarison
Chef de Service de la Qualité et du Conditionnement
Ministère du Commerce et de la Consommation
Antananarivo

Mr Serge Rajaobelina
PCA SAHANALA
Opérateur Exportateur Privé
Antananarivo

Mrs Danae Gestia Razafindrasoa
Responsable Technique
Entreprise SAHANALA Madagascar
Antananarivo

Mr Ramy Fanomezantsoa Andrianantoandro
Expert technique - Cabinet GreenDev
Antananarivo

MALAYSIA - MALAISIE - MALASIA

Ms Nor Azmina Mamat
Senior Assistant Director
Ministry of Health Malaysia
W.P Putrajaya

Dr Phooi Tee Voon
Research Officer
Malaysian Palm Oil Board
Selangor

Mrs Sofia Fatimah Zulkifli
Team Lead Regulatory Affairs
URC Snack Foods (M) Sdn. Bhd.
Johor

MEXICO - MEXIQUE - MÉXICO

Ms Andrea Genoveva Solano Rendón
Jefa de Delegación
Titular de la Unidad de Normatividad, Competitividad y
Competencia
Secretaría de Economía

Ms Gabriela Alejandra Jiménez Rodríguez
Subdirectora de Normas
Secretaría de Agricultura y Desarrollo Rural

Ms Lilian Pérez Omelas
Directora General de Normas
Secretaría de Economía

Ms Quetzali García Ojeda
Directora de Normalización Internacional
Secretaría de Economía

Mrs María Guadalupe Arizmendi Ramírez Verificadora
Dictaminadora Especializada Asuntos Internacionales
Comisión Federal para la Protección contra Riesgos
Sanitarios, COFEPRIS

Ms María Elena Álvarez Jiménez
Jefa de Departamento
Secretaría de Agricultura y Desarrollo Rural

Mr Julio Cesar Días Hernández
Jefe de Departamento
Secretaría de Economía

MOROCCO - MAROC - MARRUECOS

Mrs Bouchra Messaoudi
Cadre au Service du Codex Alimentarius
Office National de la Sécurité Sanitaire Des Produits
Alimentaires
Rabat

Mr NADIFI Oussama
Chef de la Division de la Réglementation et de la
Normalisation à l'Office National de Sécurité Sanitaire des
Produits Alimentaires

Dr ABOUTAYEB Rachid
Chercheur Responsable du Laboratoire d'Analyses du Sol,
Eau et Plante à l'Institut National de la Recherche
Agronomique

NETHERLANDS - PAYS-BAS - PAÍSES BAJOS

Mrs Nikki Emmerik
Senior Policy Officer
Ministry of Health, Welfare and Sport
The Hague

NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZÉLANDE - NUEVA ZELANDIA

Ms Phillippa Hawthorne
Specialist Adviser Food Labelling
Ministry for Primary Industries
Wellington

Ms Kati Laitinen
Market Access Counsellor
Ministry for Primary Industries
Wellington

NIGERIA - NIGÉRIA

Mrs Nonye Patricia Ayeni
Executive Director/CEO
Nigerian Export Promotion Council (NEPC)
Abuja

Mr Bukar Durkwa Audu
Chief Laboratory Assistant
Federal Competition and Consumer Protection Commission

Mrs Eva Obiageli Edwards
Director
National Agency for Food and Drug Administration and
Control
Lagos

Dr Margaret Efiog Eshiett
Consultant
Nigerian National Codex Committee
Lagos

Mrs Chinyere Innocencia Ikejiofor
Chief Regulatory Officer
National Agency for Food and Drug Administration
Lagos

Eng Francisca Ndidiamaka Obialor
Deputy Director
Federal Competition and Consumer Protection Commission

Mr Friday Ogiri
Assistant Director
The Nigerian Export Promotion Council
Abuja

Mrs Julie Onmoke
Deputy Director
Nigeria Export Promotion Council
Abuja

NORWAY - NORVÈGE - NORUEGA

Mrs Gerda Ingrid Heglebäck
Senior Adviser
Norwegian Food Safety Authority
Oslo

Mrs Maj Berger Sæther
Senior Advisor
Norwegian Directorate of Health
Hosle

PANAMA - PANAMÁ

Eng Joseph Gallardo
Ingeniero de Alimentos / Punto de Contacto Codex
Ministerio de Comercio e Industrias
Panama

Mrs Leticia De Núñez
Jefa de la Sección de Análisis de Alimentos y Bebidas del
Instituto Especializado de Análisis
Universidad de Panamá
Panamá

Eng Rafael Gutiérrez
Asuntos Regulatorios y Científicos
Sindicato de Industriales de Panamá
Panamá

Mrs Edilma López
Sub Directora Nacional de Protección al Consumidor
Autoridad de Protección al Consumidor y Defensa de la
Competencia
Panamá

Eng Hildegard Mendoza
Gerencia
Cámara Panameña de Alimentos
Panamá

Eng Pastor Ramos
Asesor de la Junta Directiva
Asociación de Exportadores
Panamá

Eng Anais Vargas
Director Nacional de Control de Alimentos y Vigilancia
Veterinaria
Ministerio de Salud
Panamá

PARAGUAY

Mrs Viviana Ivonne Schreiber Vaccaro
Responsable del Área de Registros Sanitarios de Productos Afines
Dirección Nacional de Vigilancia Sanitaria - DINAVISA
Asunción

Mrs María Eugenia Alvarenga Torres
Licenciada en Tecnología de Alimentos
Dirección Nacional de Vigilancia Sanitaria - DINAVISA
Asunción

PERU - PÉROU - PERÚ

Ms Patricia Duran
Delegada
Ministerio de Relaciones Exteriores de Perú

Ms Carla Guardia Escobar
Delegada
Industria

Ms Diana Rodríguez Castillo
Delegada
Industria

Ms Rudy Campos Espinoza
Secretaria del Comité Técnico de Normalización de Alimentos Envasados. Rotulado-Perú
Sociedad Nacional de Industria - SNI
Lima

Mr Juan Carlos Huiza Trujillo
Coordinador de la Comisión Técnica de Etiquetado de Alimentos del Codex-Perú
INACAL-Ministerio de la Producción
Lima

Ms Claudia Puelles
Delegada
Ministerio de la Producción

PHILIPPINES - FILIPINAS

Ms Hannah Margaret Rabaja
Chairperson, SC on Food Labelling
National Codex Organization
Muntinlupa City

POLAND - POLOGNE - POLONIA

Mrs Anna Janasik
Chief Expert
Agricultural and Food Quality Inspection
Warsaw

**REPUBLIC OF KOREA -
RÉPUBLIQUE DE CORÉE -
REPÚBLICA DE COREA**

Dr Soo Yeon Lee
Deputy Director
Ministry of Food and Drug Safety, Republic of Korea

Ms Eui Yeon Lim
CODEX Researcher
Ministry of Food and Drug Safety, Republic of Korea

SIERRA LEONE - SIERRA LEONA

Mr Mohamed Gibril Bah
Principal Scientific Officers
Sierra Leone Standards Bureau
Freetown

SINGAPORE - SINGAPOUR - SINGAPUR

Ms Peik Ching Seah
Deputy Director
Singapore Food Agency

Ms Eleanor Wong
Assistant Director
Singapore Food Agency

SOUTH AFRICA - AFRIQUE DU SUD - SUDÁFRICA

Ms Anna Godzwana
Medical Biological Scientist
Department of Health
Pretoria

Ms Nasreen Hoosen
Assistant Director: Food Control
Department of Health
Pretoria

SUDAN - SOUDAN - SUDÁN

Dr Ibrahim Alfaig
Assistant Professor
Sudan University of Science and Technology
Khartoum

Nagim Osman
Manager of Unit Standards Department
SSMOa
Khartoum

SWEDEN - SUÈDE - SUECIA

Ms Martina Görnebrand
Principal Regulatory Officer
Swedish Food Agency
Uppsala

SWITZERLAND - SUISSE - SUIZA

Mr Fabiano Orelli
Scientific Officer
Federal Food Safety and Veterinary Office FSVO
Bern

THAILAND - THAÏLANDE - TAILANDIA

Ms. Dawisa Paiboonsiri
Standards Officer, Senior Professional Level
National Bureau of Agricultural Commodity and Food Standards
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Ms. Panyada Prayoorwong
Standards Officer, Practitioner Level
National Bureau of Agricultural Commodity and Food Standards
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Ms. Nareerat Junthong
Deputy Director
Thai Frozen Foods Association
Bangkok

Ms. Nitzachon Khacharin
Trade and Technical Manager of Fisheries and Food ingredients Products
Thai Frozen Foods Association
Bangkok

TUNISIA - TUNISIE - TÚNEZ

Ms Melika Hermassi
Directrice
Centre Technique de l'Agro-alimentaire
Ariana

Mr Issam Krid
CCP TUNISIA - General Director
Ministère de l'industrie
Tunis

UGANDA - OUGANDA

Ms Rose Claire Nakimuli
Fisheries Inspector
Ministry of Agriculture Animal Industry and Fisheries
Kampala

Mr Bonaventura Kibaya
Standards Officer
Uganda National Bureau of Standards
Kampala

Mr Edward Kizza
Standards Officer
Uganda National Bureau of Standards
Kampala

Ms. Irene Wanyenya
Principal Food Safety Officer
National Drug Authority
Kampala

Mr Isaac Walakira
Senior Inspector
Uganda National Bureau of Standards
Kampala

**UNITED ARAB EMIRATES -
ÉMIRATS ARABES UNIS -
EMIRATOS ÁRABES UNIDOS**

Eng Azza Agam
Analyst
QCC

Eng Amna Al Nuaimi
Analyst
QCC

Dr Jehad Albayari
Food Polices & Regulations Specialist
ADAFSA

Ms Aysha Alkaabi
Polices and Regulatory Affairs Division manager
ADAFSA

Eng. Sonia Alkafy Baldi
Regulatory and Administrative Expert
ADAFSA

Dr Mohamed Taha
Food Polices & Regulations Specialist
ADAFSA

**UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND
NORTHERN IRELAND (THE) -
ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET
D'IRLANDE DU NORD (LE) -
REINO UNIDO DE GRAN BRETAÑA E IRLANDA DEL
NORTE (EL)**

Mr Davon Singh
Head of Food Information and Labelling
Department for Food, Environment and Rural Affairs
Bristol

Dr Helen Arrowsmith
Senior Allergen Risk Assessor
Food Standards Agency

Mr Christopher Conder
Senior Policy Advisor
Department for Environment, Food and Rural Affairs
London

Ms Taryn Davey
Policy Advisor
Food Standards Agency

Mr Ahmed Ghelle
Policy Advisor
Department for Environment Food and Rural Affairs
London

Ms Kara Thomas
Food Hypersensitivity Team Leader
Food Standards Agency

**UNITED REPUBLIC OF TANZANIA - RÉPUBLIQUE-UNIE
DE TANZANIE - REPÚBLICA UNIDA DE TANZANÍA**

Eng Lusomyo Buzingo
Director of Regulatory Services
Sugar Board of Tanzania
Dar Es Salaam

Ms Lilian Peter
Senior Standards Officer
Tanzania Bureau of Standards
Dar Es Salaam

**UNITED STATES OF AMERICA -
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE -
ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA**

Dr Douglas Balentine
Senior Science Advisor, International Nutrition Policy
U.S. Food and Drug Administration
College Park, MD

Mr Bryce Carson
Acting Deputy Assistant Administrator
U.S. Department of Agriculture - Food Safety and Inspection
Service
Denver, CO

Ms Mamie Clarke
Senior Trade Advisor
U.S. Department of Agriculture
Washington, DC

Ms Alexandra Ferraro
International Issues Analyst
U.S. Department of Agriculture –
U.S.Codex Office
Washington, DC

Ms Marilyn Geller
Chief Executive Officer
Celiac Disease Foundation
Woodland Hills, CA

Mr David Jankowski
Director, Agricultural Affairs
Office of the U.S. Trade Representative
Washington, DC

Ms Taylor Kline
Attorney-Advisor
U.S. Department of the Treasury
Washington DC

Dr Andrea Krause
Food Technologist
U.S. Food and Drug Administration
College Park, MD

Mr Kenneth Lowery
Senior International Issues Analyst
U.S. Department of Agriculture -
U.S. Codex Office
Washington, D.C.

Mr Robert Maron
Senior Vice President, International Trade Policy and Market
Access
The Distilled Spirits Council of the U.S.
Washington, DC

Dr Armen Mirzorian
Trade Specialist
Alcohol and Tobacco Tax and Trade Bureau
Washington, DC

Mr Stephen Robey
Director, International Affairs Division
U.S. Department of the Treasury
Washington DC

Mr Robert Saxton
Instructor and Academic Specialist
Michigan State University - Institute for Food Laws and
Regulations
East Lansing, MI

Ms Kelly Weeks
Manager
Abbott Nutrition
Columbus, Ohio

Mr Richard White
Consultant
Corn Refiners Association
Washington, D.C.

URUGUAY

Mrs Virginia Natero
Técnica - Programa de Nutrición
MSP
Montevideo

Mr Ignacio Licha
Área Comercio
Ministerio de Industria, Energía y Minería
Montevideo

VIET NAM

Mr Pham The Quyen
R&D Director
TH Group Joint Stock Company

Mr Nguyen Van Thanh
Corporate Affairs and Communications Director
TH Group Joint Stock Company
Hanoi

OBSERVERS - OBSERVATEURS - OBSERVADORES INTERNATIONAL GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS ORGANISATIONS GOUVERNEMENTALES INTERNATIONALES ORGANIZACIONES GUBERNAMENTALES INTERNACIONALES

AFRICAN UNION (AU)

Mr John Oppong-otoo
Coordinator: Economics, Trade and Marketing
African Union Interafrican Bureau
Nairobi

INTER-AMERICAN INSTITUTE FOR COOPERATION ON AGRICULTURE (IICA)

Mrs Ana Cordero
Technical Specialist
Inter-American Institute for Cooperation on Agriculture (IICA)
San Jose

ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA VIGNE ET DU VIN (OIV)

Dr Jean Claude Ruf
Scientific Director
OIV
Dijon

NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES ORGANIZACIONES NO GUBERNAMENTALES

ALIANZA LATINOAMERICANA DE ASOCIACIONES DE LA INDUSTRIA DE ALIMENTOS Y BEBIDAS (ALAIAB)

Mrs Ana Marcela Rodríguez Jiménez
Directora
ALAIAB
San Jose

Mrs Angelica García Medina
Regulatory and Scientific Affairs
ALAIAB
San Jose

ASSOCIATION OF EUROPEAN COELIAC SOCIETIES (AOECS)

Mr Floris Van Overveld
President
Association of European Coeliac Societies
Brussels

COUNCIL FOR RESPONSIBLE NUTRITION (CRN)

Mr Paul Browner
Head of Regulatory Affairs North America HNC
dsm-firmenich
Dartmouth

Dr Luke Huber
Vice President
Scientific & Global Affairs Council for Responsible Nutrition
Washington

EUROPEAN FEDERATION OF ALLERGY AND AIRWAYS DISEASES PATIENTS' ASSOCIATIONS (EFA)

Mrs Marcia Podestà
Former President and Member of EFA Delegation to the CAC
European Federation of Allergy and Airways Diseases Patients' Associations (EFA)

Mrs Sabine Schnadt
Member of EFA Delegation to CAC
European Federation of Allergy and Airways Diseases Patients' Associations - EFA

EUROPEAN NETWORK OF CHILDBIRTH ASSOCIATIONS (ENCA)

Mrs Patti Rundall
Delegate
ENCA

FOOD INDUSTRY ASIA (FIA)

Ms Jelene Teo
Assistant Manager, Regulatory Affairs
Food Industry Asia

FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES VINS ET DES SPIRITUEUX (FIVS)

Ms Julie Hesketh-Laird
CEO
FIVS

Ms Laura Gelezuinas
Policy Director
FIVS

Ms Jamie Ferman
Senior Director, International Public Policy
Wine Institute

Mrs Caroline Henderson
Manager, Communications and Policy
Wine Growers Canada

FOODDRINKEUROPE

Ms Sara Lamonaca
Director
FoodDrinkEurope
Bruxelles

Mrs Tanja Buch-Weeke
Head of EU External Affairs and EU Regulatory Change Management
PepsiCo
Copenhagen

Mr Ricard Celorio
Food Safety Manager
FoodDrinkEurope
Bruxelles

Mr Jonathan Clifford
Head of Regulatory Affairs
Unilever

Mrs Angelika Mrohs
Managing Director
Food Federation Germany
Berlin

INTERNATIONAL ALLIANCE OF DIETARY/FOOD SUPPLEMENT ASSOCIATIONS (IADSA)

Mr Steven Wearne
Consultant
IADSA

Ms Michelle Stout
Company Council Chair
IADSA

INTERNATIONAL BABY FOOD ACTION NETWORK (IBFAN)

Ms Elisabeth Sterken
Nutritionist
International Baby Food Action Network (IBFAN)

Ms Hilary Johnston
Delegate
International Baby Food Action Network (IBFAN)

Isabelle Michaud-Letourneau
Directrice générale
IBFAN

INTERNATIONAL CONFECTIONERY ASSOCIATION (ICA/IOCCC)

Ms Eleonora Alquati
Regulatory and Scientific Affairs Senior Manager
ICA/IOCCC
Bruxelles

Ms Allie Graham
Delegate
ICA/IOCCC

Dr Julie Moss
Vice President, Food Safety & Scientific Affairs
National Confectioners Association
Washington

Richard Wood
Corporate Scientific and Regulatory Affairs Director
ICA
Bruxelles

INTERNATIONAL CO-OPERATIVE ALLIANCE (ICA0)

Mr Hitoshi Inoue
Operating Officer
International Co-operative Alliance (ICA)
Tokyo

Mr Kazuo Onitake
Senior Scientist
International Co-operative Alliance (ICA)
Tokyo

INTERNATIONAL COUNCIL OF BEVERAGES ASSOCIATIONS (ICBA)

Ms Elizabeth Yepes
Senior Director
International Council of Beverages Associations
Washington, DC

Ms Sophia Anzueto
Manager
PepsiCo

Ms Cristina Cuda
Senior Manager
Canadian Beverage Association

Ms Jacqueline Dillon
Senior Manager
PepsiCo, Inc.

Ms Eleni Kyrimi
Global Food Law Counsel
Red Bull GmbH
Fuschl am See

Mr Dinesh Puravankara
Director
The Coca-Cola Company
Toronto

Dr Anna Waller
Director, Nutrition & Regulatory Advocacy
The Coca-Cola Company

Ms Diane Welland
Senior Director
American Beverage Association

INTERNATIONAL CHEWING GUM ASSOCIATION (ICGA)

Mr Christophe Leprêtre
Executive Director
ICGA
Brussels

Dr Bridget Hannon Esteves
Principal Scientist – Functional Ingredients & Bioactives
ICGA

INTERNATIONAL COUNCIL OF GROCERY MANUFACTURERS ASSOCIATIONS (ICGMA)

Dr Loretta Di Francesco
Scientific & Regulatory Affairs Advisor
Food, Health & Consumer Products of Canada

INTERNATIONAL DAIRY FEDERATION (IDF/FIL)

Mr Nick Gardner
Senior Vice President, Sustainability and Multilateral Affairs
USDEC

Ms Chathurika Dayananda
Manager Regulatory Affairs
Dairy Processors Association of Canada

Mr Matt Morrison
Director, Government & Regulatory Affairs
Dairy Farmers of Canada

Dr Anabel Mulet Cabero
Science and Standards Programme Manager
International Dairy Federation

INSTITUTE OF FOOD TECHNOLOGISTS (IFT)

Ms Flavia Dolan
Senior Manager
Ingredion Canada
Mississauga

Dr Gloria Brooks-ray
Member
IFT
Mountain Lakes

Dr Rhodri Evans
Director of Regulatory Affairs
Tate & Lyle
London

INTERNATIONAL FRUIT AND VEGETABLE JUICE ASSOCIATION (IFU)

Dr David Hammond
IFU Legislation Commission Chair
International Fruit & Vegetable Juice Association (IFU)
Paris

INTERNATIONAL LIFE SCIENCES INSTITUTE (ILSI)

Dr Stephane Vidry
Global Executive Director
ILSI - International Life Sciences Institute
Washington D.C.

INTERNATIONAL MEAT SECRETARIAT (IMS)

Dr Ashley Johnson
Director of Food Policy
IMS- National Pork Producers Council
Washington DC

INTERNATIONAL SPECIAL DIETARY FOODS INDUSTRIES (ISDI)

Mr Jean Christophe Kremer
Secretary General
ISDI
Brussels

Mr Ray Devirgiliis
Global Regulatory Policy Manager Nutrition, Reckitt
ISDI
Brussels

Mr Xavier Lavigne
President ISDI
ISDI
Brussels

Ms Marie-France Pagerey
Group Leader Regulatory in I&R and Advocacy, Nestle
ISDI
Brussels

INTERNATIONAL UNION OF FOOD SCIENCE AND TECHNOLOGY (IUFST)

Prof Samuel Godefroy
President IUFOST/ Co-Chair of the Codex Committee
IUFOST
Quebec

Dr Amine Kassouf
Scientific Director
IUFOST
Quebec

MONIQA ASSOCIATION (MONIQA)

Dr Bert Popping
Board Member
MoniQA

SAFE SUPPLY OF AFFORDABLE FOOD EVERYWHERE (SSAFE)

Dr Himanshu Gupta
President of SSAFE
SSAFE

Mr Quincy Lissaur
Executive Director
SSAFE

Ms Cristina Avalos Badiano
Member of SSAFE
SSAFE

Dana Costanzo
Member of SSAFE
SSAFE

Andrea Natalya Marotta Espino
Member of SSAFE
SSAFE

WORLD OBESITY FEDERATION (WOF)

Prof Mary Labbe
Professor Emeritus
University of Toronto and WOF Policy Committee
Manotick

UNITED NATIONS ORGANIZATION
ORGANISATION DES NATIONS UNIES
ORGANIZACIÓN DE LAS NACIONES UNIDAS

WORLD FOOD PROGRAMME (WFP)

Mr Francesco Mascherpa
Food Specifications and Regulatory Affairs Consultant
World Food Programme (WFP)

FAO PERSONNEL

PERSONNEL DE LA FAO

PERSONAL DE LA FAO

Ms Maria Xipsiti
Nutrition Officer
Food and Agriculture Organization of the United Nations
Rome

Dr Kang Zhou
Food Safety Officer
Food and Agriculture Organization of the U.N.
Rome

WHO PERSONNEL

PERSONNEL DE LA OMS

PERSONAL DE LA OMS

Dr Fabio Da Silva Gomes
Advisor, Nutrition and Physical Activity, Risk Factors and
Nutrition Unit
Pan American Health Organization / WHO Regional Office
for the Americas
Washington, DC

Dr Akio Hasegawa
Technical Officer
World Health Organization (WHO)
Geneva

Dr Rain Yamamoto
Scientist
World Health Organization
Geneva

Dr Juan Tello
Alcohol, Drugs and Addictive Behaviours Unit
World Health Organization
Geneva

CCFL SECRETARIAT

Ms Gargi Bose
Senior Project Officer
Health Canada
Ottawa

Mr Jason Glencross
International Policy Analyst
Canadian Food Inspection Agency
Ottawa

Mr James Goyette
Project Officer
Food and Nutrition Directorate
Ottawa

Ms Nancy Ing
Regulatory Policy & Risk Management Specialist
Food and Nutrition Directorate, Health Canada
Ottawa

Ms Meghan Quinlan
Manager, Codex, International and Intergovernmental Affairs
Health Canada
Ottawa

Mrs Alison Wereley
Senior Policy Analyst
Canadian Food Inspection Agency
Ottawa

CODEX SECRETARIAT

Dr Sarah Cahill
Codex Secretary
Joint FAO/WHO Food Standards Programme Food and
Agriculture Organization of the U.N.
Rome

Ms Gracia Brisco
Food Standards Officer
Joint FAO/WHO Food Standards Programme Food and
Agriculture Organization of the U.N.
Geneva

Mr Patrick Sekitoleko
Food Standards Officer
Food and Agriculture Organization of the U.N.
Rome

Ms Riri Kihara
Junior Professional Officer
Joint FAO/WHO Food Standards Programme Food and
Agriculture Organization of the U.N.
Geneva

Ms Ilaria Tarquinio
Programme Assistant
Joint FAO/WHO Food Standards Programme Food and
Agriculture Organization of the U.N.
Rome

Mr Robert Damiano
Information Technology Clerk
Joint FAO/WHO Food Standards Programme Food and
Agriculture Organization of the U.N.
Rome

ANNEXE II**Partie A : CONCLUSIONS DE LA 49^E SESSION DU COMITÉ DU CODEX SUR L'ÉTIQUETAGE DES DENRÉES ALIMENTAIRES (CCFL49) RELATIVES À L'UTILISATION DE LA MENTION « PAYS DE RÉCOLTE » EN COMPLÉMENT DE LA DÉCLARATION OBLIGATOIRE DU PAYS D'ORIGINE DANS L'ÉTIQUETAGE ALIMENTAIRE DES ÉPICES***Conclusion 1 – Rôle du CCFL et application des dispositions horizontales en matière d'étiquetage*

Le CCFL est l'organe subsidiaire de la Commission du Codex Alimentarius (ci-après « la Commission ») chargé d'élaborer les normes et textes connexes relatifs à l'étiquetage des denrées alimentaires. À ce titre, il est particulièrement bien placé pour aider les comités de produits à comprendre les principes généraux de l'étiquetage des denrées alimentaires, y compris les dispositions horizontales en matière d'étiquetage figurant dans les textes du CCFL et applicables à l'ensemble des denrées alimentaires. Le Comité du Codex sur les épices et les herbes culinaires (CCSCH) et les autres comités de produits ont la possibilité de soumettre au CCFL, dès les premières étapes du processus, les questions nécessitant un avis en matière d'étiquetage, afin d'éclairer l'élaboration des dispositions d'étiquetage avant leur adoption. Le cas échéant, d'autres moyens permettant au CCFL de fournir des orientations en matière d'étiquetage aux comités de produits pourraient également être envisagés, tels que l'organisation d'ateliers parallèlement aux sessions.

Conclusion 2 – Application des principes généraux à l'étiquetage du pays d'origine

Toutes les informations figurant sur l'étiquette, y compris les mentions relatives au pays d'origine, qu'elles soient obligatoires ou facultatives, sont soumises aux principes généraux énoncés à la section 3 de la *Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (CXS 1-1985), qui interdisent tout étiquetage faux, fallacieux ou trompeur. Cette disposition générale s'applique également aux mentions obligatoires relatives au pays d'origine. Lorsque ces principes généraux sont lus conjointement avec les dispositions relatives au pays d'origine de la *Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (CXS 1-1985) et les exigences d'étiquetage spécifiques aux produits, il apparaît clairement que toute déclaration fautive, fallacieuse ou trompeuse concernant le pays d'origine est interdite par les textes existants du Codex. Un exemple de déclaration d'origine fallacieuse non autorisée en vertu de ces dispositions est l'indication du pays de conditionnement comme pays d'origine d'un aliment lorsque celui-ci est importé sous sa forme prête à la consommation depuis un pays producteur vers le pays de conditionnement, et qu'aucune transformation ou production n'y est effectuée.

Conclusion 3 – Interprétation de l'expression « modification de la nature de l'aliment » au sens de la norme CXS 1-1985

La section 4.5.2 de la GSLPF (CXS 1-1985) dispose ce qui suit : « *Lorsqu'une denrée alimentaire subit dans un deuxième pays une transformation qui en change la nature, le pays où cette transformation est effectuée doit être considéré comme étant le pays d'origine aux fins de l'étiquetage* ». Lorsqu'on examine l'étiquetage des denrées alimentaires, il est important de déterminer à quel moment le produit a subi une transformation ayant modifié sa nature avant d'être conditionné et vendu aux consommateurs, car c'est cette étape qui détermine le pays d'origine aux fins de l'étiquetage.

Le CCFL ne dispose pas toujours de l'expertise nécessaire concernant les procédés spécifiques auxquels les produits sont soumis ni la manière dont ceux-ci peuvent, ou non, entraîner une modification de leur nature. Toutefois, en général, lorsqu'un procédé aboutit à un aliment nouveau et différent, portant une nouvelle dénomination (telle que décrite à la section 4.1 de la GSLPF, il s'agit probablement d'une modification de la nature du produit. À l'inverse, lorsqu'un procédé ne donne pas lieu à un aliment nouveau et différent, il n'est généralement pas considéré comme une modification de la nature du produit. De nombreuses informations ont été recueillies au moyen de lettres circulaires (CL) et du groupe de travail électronique (EWG) afin de déterminer si certaines étapes de transformation entraînent une modification de la nature du produit ; par exemple, le conditionnement, le tri et le classement ne seraient pas considérés comme modifiant la nature de l'aliment. Ces précisions pourraient être utiles au CCSCH pour l'examen des dispositions en matière d'étiquetage à l'avenir.

Conclusion 4 – Étiquetage lorsque le pays de récolte et le pays d'origine sont identiques

Lorsque le pays de récolte et le pays d'origine d'une épice coïncident, une seule mention d'origine suffit. Cette approche permet d'éviter les redondances et toute confusion potentielle, tout en réduisant au minimum la charge administrative pour l'industrie. Cette équivalence pourrait, le cas échéant, être explicitement mentionnée dans la norme relative au produit concerné. Le safran séché est un exemple fourni par les membres du groupe de travail électronique (EWG) d'un produit pour lequel le pays de récolte et le pays d'origine sont identiques. Dans de telles situations, le respect de l'obligation d'étiquetage du pays d'origine consiste à indiquer le pays de récolte.

Conclusion 5 – Détermination du pays d'origine lorsque le pays de récolte diffère

Lorsque le pays d'origine et le pays de récolte d'une épice ou d'une herbe culinaire sont différents, le pays d'origine est celui dans lequel le changement de nature du produit s'est produit. Un exemple relatif aux épices et herbes culinaires pour lequel le pays de récolte et le pays d'origine différent est celui des gousses de vanille, récoltées dans un pays, puis transformées dans un autre afin de produire de l'extrait de vanille, lequel constitue un aliment nouveau et différent, non couvert par la norme du CCSC. Dans ce cas, aux fins de l'étiquetage, le pays d'origine correspond au pays dans lequel la transformation ayant conduit au produit final a eu lieu, et les dispositions de la GSLPF (CXS 1-1985) s'appliquent.

Conclusion 6 – Compréhension et définition du « pays de récolte »

On entend généralement par « pays de récolte » le pays dans lequel une épice ou une herbe culinaire est cultivée et récoltée. Étant donné que le terme « récolte » est déjà défini dans le glossaire du CCSC comme « l'acte ou le processus de collecte des cultures agricoles », et qu'il a été utilisé dans plusieurs textes du CCSC, l'élaboration d'une définition du « pays de récolte » pourrait présenter un intérêt limité. Bien que cela n'entrave pas la résolution des questions soulevées, il convient de s'interroger sur la pertinence de l'utilisation des ressources du Codex et de ses membres à cette fin. Le problème fondamental ne réside pas dans la compréhension du terme, mais plutôt dans les répercussions pour l'étiquetage lorsque le pays d'origine et le pays de récolte sont identiques ou différents. Si le terme « pays de récolte » devait être défini, le CCFL ne serait pas l'organe du Codex approprié pour en assurer la définition.

Conclusion 7 – Déclaration de plusieurs pays d'origine pour les mélanges d'épices

Il peut exister, dans le commerce international, des produits constitués de mélanges d'une même épice ou herbe culinaire provenant de plusieurs origines, conditionnés ensemble. Cela peut se produire lorsque des épices sont exportées depuis les pays où elles ont été récoltées et séchées, dans des récipients non destinés à la vente au détail, vers un autre pays où elles sont conditionnées ensemble à partir de l'ensemble des sources, puis étiquetées. Cela peut également se produire lorsqu'un pays producteur importe une épice en récipients non destinés à la vente au détail, la mélange avec la même épice qu'il produit, puis les conditionne ensemble. Dans ces cas, les épices ou herbes culinaires contenues dans l'emballage proviennent de plusieurs pays d'origine, et le fait de les conditionner ensemble ne modifie pas leur nature. Ces épices ou herbes continueraient de relever des normes du CCSC.

Les dispositions générales existantes de la GSLPF (CXS 1-1985), bien qu'elles ne précisent pas explicitement la manière d'étiqueter les mélanges d'un même aliment provenant de plusieurs origines, n'empêchent pas l'indication de plusieurs pays d'origine lorsque cela est applicable. En outre, tous les pays d'origine doivent être déclarés lorsque leur omission est susceptible d'induire les consommateurs en erreur, conformément à la section 3.1 de la norme CXS 1-1985.

Conclusion 8 – Mentions d'étiquetage facultatives et textes du Codex applicables

En règle générale, des mentions ou allégations facultatives peuvent figurer sur les étiquettes des denrées alimentaires, à condition qu'elles ne soient ni fausses ni de nature à induire en erreur. Dans tous les cas, toute mention ou allégation facultative est soumise aux textes du CCFL applicables à toutes les denrées alimentaires, y compris les Principes généraux de la section 3 de la GSLPF (CXS 1-1985), qui interdisent les pratiques d'étiquetage fausses ou trompeuses, ainsi que les Lignes directrices générales concernant les allégations, qui fournissent des orientations supplémentaires. La possibilité de faire figurer des mentions facultatives, telles que la déclaration volontaire du pays de récolte, peut être prévue dans les normes du Codex, sans qu'il soit nécessaire de la préciser pour permettre la fourniture d'informations volontaires.

Conclusion 9 – Champ d'application des dispositions du Codex en matière d'étiquetage et mandat du CCFL

Les dispositions en matière d'étiquetage sont établies par le Codex afin de traiter des questions de protection de la santé des consommateurs et de promotion de pratiques commerciales loyales. La volonté de promouvoir des produits en mettant en avant le pays de production, les caractéristiques régionales ou d'autres qualités peut s'exprimer au moyen de mentions ou allégations d'étiquetage facultatives. L'étiquetage à des fins promotionnelles est soumis, en particulier, aux *Lignes directrices générales concernant les allégations* (CXG 1-1979) et aux *Lignes directrices relatives aux allégations nutritionnelles et relatives à la santé* (CXG 23-1997). Les membres peuvent également envisager d'autres mécanismes extérieurs au Codex permettant de promouvoir les denrées alimentaires provenant de régions particulières, tels que les indications géographiques.

Partie B : Dispositions proposées au point 8.2 « Pays d'origine et pays de récolte » de la Norme pour les parties florales séchées – safran (CXS 351-2022)

8.2 Pays d'origine et pays de récolte

8.2.1 Le pays d'origine doit être indiqué*.

8.2.2 Région de récolte et année de récolte (facultatif).

*Note de bas de page : Aux fins de la présente norme, le pays d'origine est le pays de récolte.

ANNEXE III

**ANNEXE DE LA
LA NORME GÉNÉRALE SUR L'ÉTIQUETAGE DES DENRÉES ALIMENTAIRES PRÉEMBALLÉES
(CXS 1-1985): DIRECTIVES SUR L'ÉTIQUETAGE DE PRÉCAUTION RELATIF À LA PRÉSENCE
D'ALLERGÈNES**

(Pour adoption à l'étape 8)

1. OBJET

Faciliter une approche cohérente et harmonisée pour l'utilisation efficace de l'étiquetage de précaution relatif à la présence d'allergènes (ÉPA), afin de communiquer aux consommateurs souffrant d'allergies alimentaires ou de maladie cœliaque le risque lié à la présence involontaire d'allergènes alimentaires due à une contamination croisée¹⁴ avec des aliments allergéniques.

2. CHAMP D'APPLICATION

Ces directives s'appliquent à l'ÉPA lorsqu'il est utilisé dans l'étiquetage des aliments préemballés pour indiquer le risque de présence involontaire d'un ou plusieurs allergènes alimentaires, causé par une contamination croisée avec un aliment allergénique.

3. DÉFINITIONS

Aux fins des présentes directives, la définition suivante doit être utilisée conjointement avec celles de la section 2 de la *Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (CXS 1-1985):

«**L'étiquetage de précaution relatif à la présence d'allergènes**» désigne une déclaration figurant sur l'étiquette des aliments préemballés pour indiquer le risque lié à la présence involontaire d'un ou de plusieurs allergènes alimentaires, en raison d'une contamination croisée avec un aliment allergénique identifié par une évaluation des risques.

4. PRINCIPES GÉNÉRAUX

- 4.1** Des pratiques efficaces de gestion des allergènes alimentaires, incluant des mesures de contrôle visant à prévenir ou à minimiser la présence involontaire d'allergènes alimentaires due à une contamination croisée avec des aliments allergéniques, doivent être mises en œuvre conformément au *Code d'usages sur la gestion des allergènes alimentaires pour les exploitants du secteur alimentaire* (CXC 80-2020). L'utilisation de l'ÉPA doit être limitée aux situations où la présence involontaire d'un ou plusieurs allergènes alimentaires ne peut être évitée ou contrôlée par ces pratiques de gestion des allergènes.
- 4.2** La décision de recourir à l'ÉPA doit être fondée sur les conclusions d'une évaluation des risques^{15,16}, laquelle débute par une évaluation qualitative des risques et peut être complétée par une évaluation quantitative de la présence involontaire d'allergènes alimentaires.
- 4.3** L'ÉPA doit être appliqué lorsqu'il est démontré, après la mise en œuvre de mesures d'atténuation appropriées, que la présence involontaire d'un ou de plusieurs allergènes alimentaires dépasse le seuil d'intervention¹⁷ applicable à l'allergène concerné, sur la base des doses de référence indiquées au tableau 1 pour les allergies alimentaires à médiation IgE et au tableau 2 pour la maladie cœliaque. L'ÉPA ne doit pas être utilisé lorsque la présence involontaire d'un ou de plusieurs allergènes alimentaires est égale ou inférieure au seuil d'intervention applicable.

¹⁴ Contamination croisée d'allergènes, telle que définie dans le *Code d'usages sur la gestion des allergènes alimentaires pour les exploitants du secteur alimentaire* (CXC 80-2020).

¹⁵ FAO et OMS (2023). *Risk assessment of Food Allergens – Part 3: Review and establish precautionary labelling in foods of the priority allergens (en anglais)* — les sections 3.3.1 à 3.3.6 fournissent des orientations relatives à l'évaluation des risques liés à la présence involontaire d'allergènes alimentaires. <https://doi.org/10.4060/cc6081en>

¹⁶ FAO et OMS. *Risk Assessment of Food Allergens – Part 6: Guidance for risk assessment*. (Sous presse)

¹⁷ Seuil d'intervention (mg de protéines totales provenant de l'aliment allergénique/kg d'aliment) = Dose de référence (mg de protéines totales provenant de l'aliment allergénique) ÷ Quantité d'aliment consommée (kg). La quantité d'aliments consommée doit être déterminée en fonction de la quantité dont on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elle soit consommée en une seule occasion de consommation, de préférence en utilisant le 50^e percentile de consommation.

Tableau 1. Doses de référence pour les aliments allergéniques dans le cadre de l'évaluation des risques liés aux allergies alimentaires à médiation IgE

Aliments allergéniques (Allergie alimentaire à médiation IgE)	Dose de référence (DR) (Mg de protéines totales provenant de l'aliment allergénique)
Amande	1,0
Noix du Brésil	1,0
Cajou	1,0
Pistache	1,0
Noix macadamia	1,0
Pigne	1,0
Noix de Grenoble	1,0
Noix de pacane	1,0
Céleri	1,0
Moutarde	1,0
Arachides	2,0
Œuf	2,0
Lait	2,0
Sésame	2,0
Noisette	3,0
Blé	5,0
Poisson	5,0
Sarrasin	10,0
Lupin	10,0
Soja	10,0
Crustacés	200,0

Tableau 2. Dose de référence pour le gluten dans le cadre de l'évaluation des risques liés à la maladie cœliaque

Aliments allergéniques (Maladie cœliaque)	Dose de référence (DR) (Mg de gluten total provenant de toutes les sources pertinentes)
Céréales contenant du gluten : * <ul style="list-style-type: none"> – Blé et autres espèces de <i>Triticum</i> – Seigle et autres espèces de <i>Secale</i> – Orge et autres espèces d'<i>Hordeum</i> et produits dérivés† 	4,0

* L'avoine figure dans la *Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (CXS 1-1985) en tant qu'aliment allergénique (section 4.2.1.5). Toutefois, aucune dose de référence spécifique n'a été établie pour le gluten présent dans l'avoine, car les personnes atteintes de la maladie cœliaque peuvent présenter une réaction après consommation d'avoine en raison d'une contamination croisée par le blé, l'orge ou le seigle.

† Comprend l'épeautre et d'autres céréales contenant du gluten, notamment des espèces ou souches hybridées des genres *Triticum*, *Secale* et *Hordeum*.

- 4.3.1** Lorsqu'aucune dose de référence n'est fixée pour un aliment allergénique donné dans le tableau 1 ci-dessus, les autorités compétentes régionales ou nationales peuvent établir une dose de référence, conformément aux principes reconnus¹⁸, afin de déterminer un seuil d'intervention.
- 4.3.2.** Si une mention de l'ÉPA est requise pour une ou plusieurs céréales contenant du gluten (blé, orge et seigle), la mention «sans gluten» ne doit pas être utilisée.¹⁹
- 4.4** L'ÉPA doit être complété par des programmes d'éducation et d'information efficaces, soutenus par les autorités compétentes, afin de promouvoir une utilisation appropriée de l'ÉPA par les exploitants du secteur alimentaire et de garantir une bonne compréhension de celui-ci par les consommateurs, les professionnels de santé et les autres parties prenantes.
- 5. PRÉSENTATION DE L'ÉPA**
- 5.1** Les sections 8.1.1, 8.1.2, 8.1.3 et 8.2 de la *Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (CXS 1-1985) s'appliquent à l'étiquetage ÉPA.
- 5.2** L'ÉPA doit apparaître sous la forme d'une mention distincte, directement sous la liste des ingrédients ou, le cas échéant, à proximité immédiate de celle-ci.
- 5.2.1** Lorsqu'un aliment est exempté de l'obligation de déclarer une liste d'ingrédients et qu'aucune liste d'ingrédients n'est présente, l'ÉPA doit être déclaré dans un endroit bien visible et facilement repérable sur l'étiquette. Lorsqu'une mention distincte, établie conformément à la section 8.3.2.1 de la *Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (CXS 1-1985), figure sur l'étiquette, la mention de l'ÉPA doit apparaître immédiatement en dessous de cette mention distincte ou à proximité immédiate de celle-ci.
- 5.2.2** Une déclaration de l'ÉPA doit commencer par les mots «Peut contenir» (ou des termes équivalents tels que «peut être présent», selon ce que déterminent les autorités compétentes) et mentionner le ou les aliments allergéniques en utilisant les dénominations des aliments et des ingrédients, telles qu'énumérées aux sections 4.2.1.4 et, le cas échéant, 4.2.1.5 de la *Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (CXS 1-1985).²⁰
- 5.2.3** Lorsque du gluten est présent au-delà du seuil d'intervention et que sa source ne peut être déterminée au moyen d'une évaluation des risques, les dénominations de toutes les céréales contenant du gluten (à savoir le blé, l'orge et le seigle) doivent être incluses dans la déclaration de l'ÉPA.⁷
- 5.2.4** Une déclaration de l'ÉPA doit être présentée de manière claire et distincte, par exemple au moyen d'une police, d'un style ou d'une couleur qui se distinguent du texte environnant, conformément à la section 8.3.1 de la *Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (CXS 1-1985). Lorsqu'une déclaration de l'ÉPA et une déclaration d'allergènes coexistent, celles-ci doivent être présentées de manière également claire et distincte.

¹⁸ FAO et OMS (2022). *Risk Assessment of Food Allergens - Part 2: Review and establish threshold levels in foods of the priority allergens* (En anglais). <https://doi.org/10.4060/cc2946en>.

¹⁹ Les aliments «sans gluten» tels que définis dans la *Norme pour les aliments diététiques ou de régime destinés aux personnes souffrant d'une intolérance au gluten* (CXS 118-1979).

²⁰ Outre les dénominations spécifiques du blé, de l'orge et du seigle, le terme «gluten» peut être utilisé. Lorsque cela est autorisé, les mentions «céréales contenant du gluten» ou «gluten» peuvent être utilisées à la place des dénominations spécifiques «orge» et «seigle».

ANNEXE IV

**MODIFICATIONS APPORTÉES À LA
NORME GÉNÉRALE SUR L'ÉTIQUETAGE DES DENRÉES ALIMENTAIRES PRÉEMBALLÉES (CXS 1-
1985): DISPOSITIONS RELATIVES AUX ALIMENTS PRÉSENTÉS EN EMBALLAGES GROUPÉS Y
COMPRIS PRÉSENTATION COMMUNE**

(Pour l'adoption à l'étape 5/8)

(Le nouveau texte proposé pour chaque section est souligné)

4. ÉTIQUETAGE OBLIGATOIRE DES DENRÉES ALIMENTAIRES PRÉEMBALLÉES**4.2** *Liste des ingrédients.*

4.2.1(bis) Pour les denrées alimentaires préemballées visées à la section 8.1.3.1, lorsque des informations sont fournies sur l'emballage extérieur, des listes d'ingrédients distinctes pour chaque type de denrée alimentaire emballée individuellement qui constitue le récipient, ou une liste combinée d'ingrédients doivent être déclarées, selon la nature de la denrée alimentaire, par exemple si les denrées alimentaires emballées individuellement sont destinées à être consommées séparément ou ensemble.

4.3 *Contenu net et poids égoutté*

4.3.4 Pour les denrées alimentaires préemballées visées à la section 8.1.3.1, lorsque des informations doivent être fournies sur l'emballage extérieur, ou lorsque le nombre de denrées alimentaires préemballées individuellement dans le récipient ne peut pas être compté facilement, le contenu net doit être déclaré sur l'emballage extérieur en indiquant :

1. le contenu net total de la denrée alimentaire préemballée vendue comme une unité de vente unique;
2. le nombre de denrées alimentaires préemballées individuellement par type ainsi que leur contenu net respectif.

4.7 *Date et instructions d'entreposage*

4.7.1(vi)(bis) Pour les denrées alimentaires préemballées visées à la section 8.1.3.1, lorsque des informations sont fournies sur l'emballage extérieur, au moins la date de péremption la plus proche, meilleure date de péremption, la date limite de consommation ou la date d'expiration doit être déclarée. Si les denrées alimentaires emballées individuellement ont plus d'un type de datage, la date la plus ancienne des denrées alimentaires qui relèvent de la section 4.7.1(i) doit être déclarée.

8. PRÉSENTATION DES MENTIONS OBLIGATOIRES**8.1** *Généralités*

8.1.3.1 Un récipient de denrée alimentaire préemballée vendu comme une unité de vente unique et composé de plusieurs aliments identiques ou différents emballés individuellement, qu'ils soient destinés à être consommés ensemble ou séparément, doit inclure sur l'emballage extérieur les informations d'étiquetage obligatoires pour ce récipient, comme indiqué dans les sections 4 et 5, à moins que les informations d'étiquetage obligatoires soient facilement lisibles et discernables sur au moins un de chaque type de denrées alimentaires emballées individuellement qui composent le récipient.

ANNEXE V**DIRECTIVES SUR L'APPLICATION DES DISPOSITIONS D'ÉTIQUETAGE DES DENRÉES ALIMENTAIRES DANS DES SITUATIONS D'URGENCE****(Pour adoption à l'étape 5/8)****1. OBJECTIF**

Les présentes directives visent à favoriser un approvisionnement alimentaire sûr et adéquat dans les situations d'urgence, en fournissant des principes et des critères généraux de prise de décision. Elles peuvent être utilisées pour l'examen et l'application souple des exigences relatives à l'étiquetage des denrées alimentaires dans des situations d'urgence qui causent des perturbations importantes de la chaîne d'approvisionnement. Elles veillent à ce que les assouplissements en matière d'étiquetage des denrées alimentaires appliquées par les autorités compétentes dans de telles situations d'urgence soient temporaires, justifiées, proportionnées et fondées sur le risque afin de protéger la santé des consommateurs et d'assurer des pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires dans des situations incertaines.

2. CHAMP D'APPLICATION

- 2.1 Ces directives ne doivent être utilisées que par les autorités compétentes pour déterminer l'application souple d'une ou de plusieurs exigences relatives à l'étiquetage des denrées alimentaires dans des situations d'urgence afin de maintenir un approvisionnement alimentaire sûr et adéquat sans induire le consommateur en erreur ni compromettre la sécurité sanitaire des aliments (ci-après appelées « assouplissements »).
- 2.1.1 Aux fins des présentes directives, on entend par urgence un événement exceptionnel et temporaire qui perturbe de manière significative la chaîne d'approvisionnement alimentaire internationale, régionale, nationale ou locale, en tout ou en partie. Les situations d'urgence et les perturbations subséquentes de la chaîne d'approvisionnement ou les pénuries de denrées alimentaires peuvent survenir en raison de scénarios tels que des pandémies humaines, des éclosions de maladies animales ou végétales, des catastrophes environnementales ou naturelles, la perturbation des infrastructures essentielles, des crises de guerre et humanitaires, des sécheresses ou d'autres scénarios semblables.
- 2.1.2 Aux fins des présentes directives, les assouplissements sont un accord conclu par les autorités compétentes pour autoriser le non-respect fondé sur les risques de certaines dispositions relatives à l'étiquetage mises en œuvre pendant une situation d'urgence dans la mesure et pour les périodes strictement nécessaires pour faciliter un approvisionnement alimentaire sûr et adéquat, et pour appuyer la stabilisation des chaînes d'approvisionnement, sans compromettre la sécurité sanitaire des aliments ou induire le consommateur en erreur. Les assouplissements peuvent comprendre des considérations telles que des changements aux formats d'étiquetage, l'étiquetage de substitutions d'ingrédients qui ne compromettent pas la sécurité sanitaire des aliments, la gestion de l'épuisement des stocks d'étiquetage existants, ou les exigences linguistiques relatives aux éléments d'étiquetage qui ne présentent pas de risque pour la sécurité sanitaire des aliments, entre autres assouplissements déterminés par les autorités compétentes.
- 2.1.3 Aux fins de ces directives, les assouplissements en matière d'étiquetage des denrées alimentaires ne visent pas à réduire les coûts de production, à atténuer les pressions commerciales, à faciliter l'élimination inadéquate ou à obtenir un avantage économique pour tenir compte de considérations non urgentes liées à la production ou au marché.
- 2.2 Ces directives s'appliquent à la fois à la *Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (CXS 1-1985) et à la *Norme générale sur l'étiquetage des récipients de denrées alimentaires non destinés à la vente au détail* (CXS 346-2021). Les termes « étiquette » et « étiquetage » utilisés dans les présentes directives sont définis dans la norme CXS 1-1985.
- 2.3 Ces directives visent à faciliter la proposition, l'examen, la mise en œuvre, le suivi et la conclusion des assouplissements pendant et après les situations d'urgence.
- 2.4 Ces directives s'appliquent au commerce intérieur et aux denrées alimentaires, sous réserve de l'accord du pays importateur.

3. CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR LES ASSOUPLEMENTS EN MATIÈRE D'ÉTIQUETAGE DES DENRÉES ALIMENTAIRES DANS DES SITUATIONS D'URGENCE

Dans des situations d'urgence, lorsqu'une autorité compétente a connaissance d'un besoin ou d'une proposition d'assouplissement, les directives suivantes s'appliquent.

3.1 Examen et autorisation d'un assouplissement

Au moment d'examiner un assouplissement ou une autorisation d'assouplissement dans des situations d'urgence, les autorités compétentes doivent:

- 3.1.1 S'assurer, si possible avant la situation d'urgence, qu'ils disposent d'un pouvoir suffisant pour accorder des assouplissements dans des situations d'urgence.
- 3.1.2 Appliquer une approche fondée sur le risque pour examiner ou autoriser les demandes d'assouplissement dans des situations d'urgence, en tenant compte des responsabilités des intervenants, des procédures à suivre et de la communication avec les consommateurs et tous les intervenants concernés, et favoriser une communication claire et transparente avec tous les intervenants concernés au sujet de l'application d'une telle approche.
- 3.1.3 S'assurer que l'assouplissement proposé ne compromettra pas la sécurité sanitaire des aliments (par exemple, les instructions d'utilisation liées à la sécurité) et n'introduira pas de risques pour la santé, tels que les aliments allergènes et les allergènes alimentaires connexes qui ne sont pas pris en compte par un étiquetage approprié, et que l'assouplissement proposé ne sera pas utilisé abusivement pour introduire l'utilisation d'un aliment ou d'un ingrédient non approuvé ou dangereux.
- 3.1.4 Vérifier que l'assouplissement proposé contribuera de manière substantielle à atténuer les effets de la situation d'urgence sur la disponibilité d'un approvisionnement alimentaire sûr et adéquat dans le pays ou la région où les denrées alimentaires sont commercialisées et consommées, et que les dispositions existantes en matière d'étiquetage des denrées alimentaires, bien qu'efficaces dans des conditions normales, compromettraient désormais la disponibilité d'un approvisionnement alimentaire sûr et adéquat ou auraient un impact négatif significatif sur celui-ci.
- 3.1.5 Fonder l'examen de l'assouplissement proposée sur une évaluation des risques pour la sécurité sanitaire des aliments et la santé des consommateurs découlant de la mise en œuvre des assouplissements par rapport à la situation d'urgence, en utilisant toutes les informations pertinentes disponibles, en évaluant toutes les alternatives à l'assouplissement proposées et en confirmant que l'assouplissement n'entraîne pas d'avantage concurrentiel indu pour un ou plusieurs exploitants du secteur alimentaire (ESA) par rapport à d'autres.
- 3.1.6 Veiller à ce que les dossiers relatifs à l'assouplissement proposé soient conservés en tant que de besoin.
- 3.1.7 Confirmer avec tous les intervenants concernés le délai dans lequel l'assouplissement proposé sera nécessaire, en veillant à ce que l'assouplissement ne soit effectif que pendant la période au cours de laquelle des effets négatifs importants de la situation d'urgence se font sentir, et à ce que l'assouplissement proposé soit adapté pour traiter proportionnellement les effets négatifs importants résultant de la situation d'urgence.
- 3.1.8 Lors de l'examen des assouplissements proposés pour les différents produits, il convient d'appliquer des principes cohérents dans l'application des assouplissements en fonction de l'impact de la situation d'urgence sur la disponibilité d'un approvisionnement alimentaire sûr et adéquat.
- 3.1.9 Envisager de tirer parti des approches fondées sur la technologie (*Directives sur l'utilisation de la technologie pour fournir des informations sur les denrées alimentaires dans l'étiquetage des aliments* [CXG 105-2024]) ou d'autres moyens alternatifs pour fournir des informations sur les denrées alimentaires aux consommateurs et aux autres intervenants concernés.
- 3.1.10 S'assurer que l'assouplissement proposé ne compromettrait pas le respect des sections 3.1 et 3.2 de la *Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (CXS 1-1985) et de la section 4.1 de la *Norme générale sur l'étiquetage des récipients de denrées alimentaires non destinés à la vente au détail* (CXS 346-2021).
- 3.1.11 Veiller à ce que les assouplissements proposés n'entraînent pas de risques spécifiques en matière de sécurité sanitaire des aliments pour les populations vulnérables du pays où les denrées alimentaires seront consommées (par exemple, les nourrissons, les jeunes enfants, les personnes ayant des besoins alimentaires particuliers).

3.2 Mise en œuvre et suivi des assouplissements autorisés

Au moment d'examiner un assouplissement ou une autorisation d'assouplissement dans des situations d'urgence, les autorités compétentes doivent:

- 3.2.1 Reconnaître que tout assouplissement mis en œuvre dans leur administration est soumis à l'accord préalable des autorités compétentes du pays importateur, si ces produits sont exportés.

- 3.2.2 Contrôler la mise en œuvre de l'assouplissement, en s'appuyant sur les registres tenus par l'ESA et l'autorité compétente, destinés à documenter la mise en œuvre de l'assouplissement et à permettre la traçabilité²¹ lorsque c'est possible dans une situation d'urgence.
- 3.2.3 Aviser en temps opportun, par tous les moyens efficaces, l'assouplissement autorisé, y compris toute utilisation de la technologie, aux ESA, aux pays et au public, en tirant parti des réseaux internationaux appropriés comme le Réseau international des autorités de sécurité sanitaire des aliments (INFOSAN) et d'autres organismes internationaux pertinents.

3.3 Conclusion de la mise en œuvre des assouplissements autorisés

Lorsqu'elles concluent l'utilisation d'un assouplissement autorisée, les autorités compétentes doivent :

- 3.3.1 Informer les ESA, les pays et le public que les assouplissements limités dans le temps offerts pendant la situation d'urgence ne sont plus efficaces.
- 3.3.2 Veiller à ce que l'ESA démontre la cessation de l'assouplissement telle que déterminée par l'autorité compétente, en considérant également la manière dont les produits fabriqués pendant la situation d'urgence et qui restent disponibles à la vente après la fin de la situation d'urgence seront traités (c'est-à-dire le stock dans le commerce).
- 3.3.3 Évaluer les résultats des assouplissements accordés pendant la période d'urgence en consultation avec les intervenants pertinents et adapter le plan d'urgence pour l'étiquetage pertinent du pays en conséquence afin de promouvoir la résilience dans des situations d'urgence future.

²¹ Voir les *Principes applicables à la traçabilité/au traçage des produits en tant qu'outil d'un système d'inspection et de certification des denrées alimentaires* (CXG 60-2006).